

DOCTORAATSONDERZOEK - DOCTORATS

LUC BLANCHART

Les ingénieurs de Louvain à la Belle Époque. Approche d'une élite technocratique (1898-1902)

UCL, 2012. Promoteur : M. Dumoulin.

p. 240

MÉLANIE BOST

Traverser l'Occupation 1914-1918. Du 'modus vivendi' à la grève, la magistrature belge face aux occupants allemands

UCL, 2013. Promoteurs : Xavier Rousseaux & Dirk Luyten.

p.242

HENK BYLS

Rester catholique en France. Une histoire de l'encadrement religieux destiné aux migrants belgo-flamands du Lillois, de Paris et des campagnes françaises (1850-1960)

KU Leuven, 2013. Promoteur : Jan De Maeyer.

p. 245

NICOLETTA CASANO

Les réseaux unissant francs-maçons et laïcs belges et italiens de la fin du XIX^e siècle à la II^e Guerre mondiale. Prémises et réalisation de l'accueil en Belgique des 'fuorusciti' italiens

ULB & Università degli Studi della Tuscia, 2013.

Promoteurs : Anne Morelli & Leonardo Rapone.

p. 248

KIM CHRISTIAENS

Orchestrating Solidarity. Third World Agency, Transnational Networks, & the Belgian Mobilization for Vietnam & Latin America, 1960s-1980s

KU Leuven, 2013. Promotor : Idesbald Goddeeris.

p. 251

JOZEFIE DE BOCK

Mediterranean Immigrants in the City of Ghent, 1960-1980. A historical Study of Immigration, Settlement and Integration processes

European University Institute, Firenze, 2013. Promoteurs : Heinz-Gerhard Haupt & Frank Caestecker.

p. 254

LYVIA DISER

Ambtenaren in witte jas. Laboratoriumwetenschap in het Belgisch overheidsbeleid (1870-1940)

KU Leuven, 2013. Promotor : Geert Vanpaemel; co-promotor : Johan Tollebeek.

p. 254

LAMBERT EKANGA LOKOKA

L'enseignement de l'histoire à l'école secondaire en République démocratique du Congo. Intentions d'une Réforme et pratiques de terrain

ULB, 2011. Promoteurs : Anne Morelli & José-Louis Wolfs.

p. 257

SHARON M. HARRISON

Belgian Labour in Nazi Germany : A Social History

The University of Edinburgh, 2012. Supervisors : Jill Stephenson & Donald Bloxham.

p. 259

DAVID J. HENSLEY

Fighting for French in Flanders : The Promotion and Defense of French Language Rights in Flanders, 1880-1975

Penn State University, 2013. Promoteur : Sophie De Schaepdrijver

p. 261

TESSA LOBBES

Verleden zonder stof. De gedaanten van het heden in het Belgische naoorlogse geschiedenisonderwijs, 1945-1989

KU Leuven, 2012. Promotor : Kaat Wils; co-promotor : Tom Verschaffel.

p. 262

LIESELOTTE LUYCKX

Soviet DPs for the Belgian mining industry (1944-1960) : The daily struggle against Yalta of a forgotten minority ?

European University Institute, Firenze, 2012. Promotor : Heinz-Gerhard Haupt.

p. 266

MATTHIAS MEIRLAEN

Vlijt, voorzienigheid en vooruitgang. Geschiedenis in het secundair onderwijs in de Zuidelijke Nederlanden, 1750-1850

KU Leuven, 2011. Promotor : Kaat Wils; co-promotor : Tom Verschaffel.

p. 267

JORIS MERCELIS

Leo H. Baekeland (1863-1944) as Scientific Entrepreneur : A Transatlantic Perspective on the Science-Industry Nexus

Universiteit Gent, 2013. Promotors : Christophe Verbruggen & Danny Segers.

p. 271

SAARTJE VANDEN BORRE

Vreemden op vertrouwd terrein. Het sociaal-culturele leven en de

integratie van Belgische migranten in Noord-Frankrijk (1850-1914)

KU Leuven Kulak, 2012. Promotor : Tom Verschaffel; copromotoren : Lieven D'hulst & Marc Depaepe.

p. 274

JACQUES VANDENBROUCKE

La position fortifiée de Namur en mai 1940. De Brialmont à la Campagne des 18 jours (1888-1940)

UCL, 2013. Promoteur : Michel Dumoulin.

p. 277

JAN VAN DE POEL

Tussen participatie en representatie. Contextuele en structurele dimensies van de Vlaamse derde wereldbeweging (1955-2000)

VUB, 2012. Promotor : G. Vanthemsche.

p. 279

HANS VANGRUNDERBEEK

Jumping from gymnastics to science? Processes of academic and professional profile keeping within the university field of physical education in Belgium

KU Leuven, 2013. Promotor : Pascal Delheye; co-promotor : Geert Vanpaemel.

p. 283

FREDERIK VERLEDEN

De 'vertegenwoordigers van de Natie' in partijdienst. De verhouding tussen de Belgische politieke partijen en hun parlamentsleden (1918-1970)

KU Leuven, 2013. Promotor : Emmanuel Gerard.

p. 286

LUC BLANCHART

Les ingénieurs de Louvain à la Belle Époque. Approche d'une élite technocratique (1898-1902)

Université catholique de Louvain, Faculté de philosophie, arts et lettres, 2012. Promoteur : M. Dumoulin.

Personnage emblématique de la société industrielle, l'ingénieur occupe une place essentielle dans l'entreprise. Tantôt occupé dans les bureaux d'études, tantôt dans l'atelier aux côtés des ouvriers ou encore siégeant dans les conseils d'administration, il organise le travail, veille à l'application de nouvelles technologies, étudie les plans d'investissement ou de rationalisation. Mais les ingénieurs ne se limitent pas à occuper les positions stratégiques de l'économie et de la finance. Nombreux sont ceux qui mènent une carrière politique. Il y a aussi les hommes de l'ombre, chefs de cabinet, directeurs d'administration, conseillers...

Depuis les années 1970, les études historiques sur les élites, leur formation et leur rôle met en lumière leur multiplicité autant que leur hétérogénéité et la difficulté d'en donner une définition précise. En Belgique, il faut attendre les années 1980-1990 pour que se multiplient les études consacrées aux élites industrielles et financières, notamment à l'instigation de Ginette Kurgan-van Hentenryk (ULB) et du Groupe d'Histoire du Patronat. Ces recherches mettent en lumière la part prise par les ingénieurs dans la genèse et la formation des élites. À travers ces travaux, c'est l'image d'un corps social spécifique qui émerge peu à peu. Pourtant, de nombreuses questions essentielles restent à étudier, par exemple, celles des rôles et fonctions de l'ingénieur dans l'entreprise et la société, de sa mobilité sociale, de son image dans la société belge et à l'étranger...

Aujourd'hui, dans un contexte de profondes mutations industrielles et sociétales, l'intérêt renouvelé pour la figure de l'ingénieur jette un éclairage nouveau sur lui comme agent d'innovation et sur son rôle décisionnel dans l'entreprise tandis que le projet de recherche *Engineering a New World. The Role of Engineers in Modern Society* mené à la *KU Leuven* tente de cerner son profil social de dans la société européenne du XIX^e siècle.

Ce retour de la figure de l'ingénieur au cœur des préoccupations historiographiques se vérifie à l'échelon international (France, Grand-Duché de Luxembourg, Grande-Bretagne, Allemagne...). Cependant, ces divers courants de recherche abordent peu les ingénieurs en tant que corps social ou groupe professionnel à la lumière de leur formation et de leur parcours.

La présente recherche entend donc apporter sa contribution à leur étude comme groupe socioprofessionnel particulier à partir du cas spécifique des ingénieurs louvanistes en 1900, date symbolique de la Belle Époque. Les Écoles spéciales de Louvain sont fondées en 1864, à la demande du patronat catholique, particulièrement hennuyer, dans un contexte d'industrialisation intensive et d'expansion de la Belgique.

Après avoir dressé le tableau de l'enseignement technique supérieur en Belgique au XIX^e siècle, nous avons voulu dresser le profil des ingénieurs louvanistes diplômés entre 1898 et 1902. À travers ces promotions d'étudiants, nous cherchons à identifier la *génération 1900*. Entrés dans la vie active durant la Belle Époque, ces jeunes ingénieurs sont rapidement confrontés aux bouleversements de la

Première Guerre mondiale. Ils ont ensuite la responsabilité de la reconstruction et des grands choix économiques et industriels de l'entre-deux-guerres.

Cette dissertation doctorale étudie ainsi leur cadre de formation. Un chapitre retrace l'histoire des Écoles des arts et manufactures et des mines de Louvain entre 1864 et 1902. Annexée à l'Université catholique, cette institution se trouve au cœur de conflits idéologiques entre libéraux et catholiques ultramontains, mais également entre catholiques ultramontains et catholiques libéraux ou catholiques sociaux. Par ailleurs, cette étude cherche à établir le portrait des étudiants et du corps professoral, tout en cherchant à mesurer leur degré d'ouverture internationale.

La dernière partie de la recherche tente de mettre en lumière les réseaux de sociabilité et l'idéologie des ingénieurs louvanistes. Sont particulièrement étudiés le Cercle industriel (CI) et l'Union des Ingénieurs sortis des Écoles spéciales de Louvain (UILv) de 1872 à 1902. Quels en sont les objectifs ? Comment s'organisent-ils ? Quel est leur champ d'action ? Comment contribuent-ils à forger l'esprit "Ingénieur louvaniste" ? À travers les rapports d'activité et les publications de ces institutions, s'entrevoient les préoccupations et l'idéologie qui caractérisent les ingénieurs de Louvain à l'aube du XX^e siècle. Enfin, une approche plus quantitative, éclairée par quelques cas particuliers, aide à cerner l'évolution professionnelle de l'échantillon retenu et d'en estimer le degré de pénétration dans les circuits économiques et industriels jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mesurant ainsi leur mobilité et leur adaptabilité aux évolutions industrielles et économiques de la première moitié du XX^e siècle.

Pratiquement, en vue d'établir une banque de noms en l'absence de mémorial de l'association des ingénieurs de Louvain, il a fallu procéder à un relevé systématique à partir des sources imprimées officielles existantes : les *Annales de l'Université* et le *Bulletin de l'Union des Ingénieurs*.

L'étude du terreau dans lequel a grandi cette *génération 1900* s'est heurtée à un autre écueil de taille : la grande pauvreté des archives en dehors de sources imprimées (le bulletin de l'Union, les livres d'or...) et de quelques documents épars relatifs à la période de l'après Seconde Guerre mondiale, à l'exception notable du registre des procès-verbaux du Conseil de l'Union des Ingénieurs pour la période 1876-1906. Reprenant la substance des réunions du conseil d'administration de l'UILv, ce carnet manuscrit inédit est une mine de renseignements sur la vie de l'association. On pénètre de la sorte les préoccupations des ingénieurs de Louvain : situation financière, polémiques internes, contacts avec les autorités académiques, le monde politique ou d'autres associations, activités culturelles et scientifiques... Malgré leur caractère succinct, ces comptes rendus permettent d'approcher les processus de décision et la mentalité des ingénieurs louvanistes.

Les publications de l'Université et de l'Union des Ingénieurs de Louvain se révèlent aussi particulièrement précieuses. Vitrine autant que miroir des institutions qui les publient, elles reflètent leur état d'esprit, leurs préoccupations et leurs centres d'intérêt.

Dans la mesure où l'histoire des ingénieurs de Louvain n'a pas encore été écrite, il s'agit ici d'une première approche qui demande à être développée et affinée. Nous avons déblayé un

terrain jusqu'à présent largement en friche et pourtant particulièrement prometteur. Au-delà de l'intérêt d'écrire l'histoire d'une école, d'une université, il y a un intérêt évident à mieux connaître les acteurs d'un passé pas si éloigné. Alors que la Belgique, en particulier la Wallonie, se débat depuis plus de quarante ans dans une reconversion qui n'en finit pas, pénétrer la psychologie et les mentalités de ceux qui ont été amenés à gérer l'Âge d'Or puis le déclin de notre tissu industriel peut être instructif pour comprendre les attitudes et décisions adoptées autrefois.

MÉLANIE BOST

**Traverser l'Occupation 1914-1918.
Du 'modus vivendi' à la grève, la
magistrature belge face aux occupants
allemands**

Université catholique de Louvain, 2013. Promoteurs :
Xavier Rousseaux & Dirk Luyten.

Cette thèse a été réalisée dans le cadre du pôle d'attraction interuniversitaire "Justice et Société. Histoire sociopolitique de la justice en Belgique (1795-2005)". Ce programme de recherche, financé par la Politique scientifique fédérale, est né en 2007 du constat de la méconnaissance scientifique de l'histoire de la justice belge. Le constat de carence était particulièrement sensible pour ceux qui sont au centre de l'organisation judiciaire – les magistrats – traditionnellement discrets alors même qu'ils forment le troisième pouvoir de l'État et jouent à ce titre un rôle politique et social important.

Deux événements de l'occupation allemande en 1914-1918 impliquant ces professionnels du droit ont cependant marqué la mémoire collective : les poursuites pour trahison des activistes du *Raad van Vlaanderen*, enclenchées par la cour d'appel de Bruxelles en

février 1918, et la grève de la magistrature initiée en réaction à la déportation par le gouvernement allemand des chefs de corps de la cour d'appel pour 'manifestation politique'. Le 'cès de justice' perdura jusqu'à l'Armistice. Après-guerre, ces événements furent montés en épingle et le corps judiciaire bénéficia d'un surcroît de prestige. Par contre, la cohabitation judiciaire avec l'occupant durant les années qui précèdent, non exempte de polémiques, fut délibérément occultée et réduite aux exactions de l'occupant.

Ce récit en noir et blanc – résistance héroïque des uns, trahisons et exactions des autres – invitait à un réexamen. L'exploration de ce terrain offrait la perspective stimulante de contribuer au renouvellement de l'historiographie de l'Occupation et d'approfondir la connaissance du troisième pouvoir de l'État à partir d'une expérience de crise.

Le propos consiste à examiner les réactions des magistrats – du siège et du parquet – aux problèmes inédits rencontrés dans l'exercice de leurs fonctions. Leur attitude face aux occupants allemands constitue le fil rouge de la recherche. En quoi consiste le *modus vivendi* négocié ? Quels sont les vecteurs de son érosion progressive jusqu'à la grève de 1918 ? Comment le corps lui-même perçoit-il ses missions et le pouvoir dont il est investi ? Quelles sont les attentes formulées à son endroit, notamment par la société civile ? Quel rôle la magistrature joue-t-elle durant l'Occupation ? Quelle(s) forme(s) recouvre(nt), en 1914-1918, le patriotisme judiciaire ? Que nous apprend l'expérience de l'occupation sur le corps des magistrats en termes de comportements, d'habitus, de relations entre ses composantes ? Telles sont les principales questions auxquelles l'auteure s'est attelée à répondre.

Les archives judiciaires forment l'essentiel des sources, un matériau très largement inédit. L'originalité du travail réside dans l'exploitation d'une gamme variée de traces judiciaires, qui permet une vision de la magistrature 'de l'intérieur'. Ont principalement été étudiées les archives des parquets (circulaires, correspondances, rapports adressés à la hiérarchie); la jurisprudence, plus abondante, a été explorée de façon sélective autour de quelques problématiques. La difficulté de l'exercice résidait à la fois dans le caractère lacunaire et l'éparpillement des sources et dans leur technicité et opacité, les documents judiciaires dévoilant rarement le point de vue des praticiens. Des archives personnelles et l'ouverture ponctuelle des archives du parquet général de la Cour de cassation ont cependant livré des témoignages précieux. Les rapports de l'administration civile allemande adressés à Berlin ont offert un intéressant contrepoint.

Du point de vue de la structure, la thèse comprend dix chapitres articulés selon une trame chronologique.

En guise de prologue, un premier chapitre observe la magistrature dans les années qui précèdent la guerre. À partir de trois grandes questions (identité corporative, rôle de la magistrature dans l'État et la société belges, cohésion du corps), la synthèse introductive vise à mieux connaître les hommes et le corps professionnel qu'ils composent à la veille du conflit. La connaissance du temps de paix offre des repères pour comprendre l'attitude des magistrats pendant l'occupation militaire.

Dans le corps de la thèse, consacré à l'Occupation, la découpe en trois séquences répond à la perception de temps forts qui déterminent l'évolution des attitudes.

La première partie (1914-début 1916) correspond, après la secousse de l'invasion, à un temps d'élaboration d'un nouvel équilibre. L'occupation induit un réaménagement des pouvoirs, des compétences et des priorités pénales. Dans ce nouveau contexte, la poursuite de la justice belge implique la définition, avec l'occupant, d'un *modus vivendi*.

Le second temps (1916-1917) est celui de la fragilisation du *modus vivendi*. L'attitude de la magistrature vis-à-vis des politiques de l'occupant est fortement mise en question, tant par des éléments externes qu'internes au corps.

Le troisième temps (début 1918-Armistice) est celui de la rupture du *modus vivendi*. Les enjeux des poursuites contre les activistes et de la grève judiciaire sont réévalués à l'aune des difficultés rencontrées durant les trois premières années de l'Occupation.

Enfin, la position des magistrats lors de la sortie de guerre fournit la matière d'un épilogue.

Quelques conclusions de l'étude

La littérature patriotique des années 1920 a forgé l'image d'une magistrature résistante. C'est pourtant une tout autre réalité qui s'est dégagée de l'examen des sources. Avant février 1918, la priorité de la magistrature fut d'abord de préserver le fonctionnement de l'institution judiciaire, voire de garantir l'indépendance du corps, même au prix d'accommodements désagréables avec l'occupant.

Plusieurs facteurs expliquent cette politique. Fin 1914, les magistrats sont contraints de signer une déclaration de loyauté. Il leur est permis de poursuivre leurs fonctions à la condition de s'abstenir de tout acte hostile à l'encontre de l'occupant. Des consignes

reçues du gouvernement belge au moment de l'invasion préconisent de la même façon une coopération neutre et loyale. Ces instructions sont directement inspirées par le droit des gens (Convention de La Haye de 1907 et doctrine), qui assigne à l'occupant une mission de gestion provisoire des territoires passés sous son contrôle. Dans l'esprit de La Haye, les hauts magistrats reconnaissent le pouvoir de fait de l'occupant, en ce compris de légiférer pour leur retirer des compétences, tant que celui-ci s'abstient de toute immixtion et ne les contraint pas à d'éventuelles compromissions.

Ce resserrement des revendications autour du respect de son indépendance renvoie à la stratégie usuelle de distanciation de la magistrature à l'égard des autres pouvoirs. Elle a coutume de s'abstenir de tout empiètement au point même de mutiler son pouvoir pour bétonner sa propre indépendance. C'est un habitus qui préexiste à la guerre, que Françoise Muller a mis en lumière dans sa thèse consacrée à la Cour de cassation. De façon générale, la compréhension de l'attitude de la magistrature 'en guerre' nécessite la prise en compte d'un contexte temporel plus large.

Au regard de ces éléments juridiques et sociologiques, le recours à la grille de lecture des comportements en termes de résistance-collaboration s'avère peu pertinent. Cependant, au fil de l'Occupation, cette position de neutralité est de plus en plus difficile à observer et les positions évoluent. Le *modus vivendi* est fragilisé à la fois par des éléments externes – politique de l'occupant en contradiction de plus en plus flagrante avec le droit international (travail forcé, séparation administrative) – et des polémiques qui se développent dans le monde judiciaire en réaction à l'attentisme de la magistrature.

Ces affrontements d'idées et d'hommes, qu'on tentera de faire oublier après-guerre, expliquent en partie la grève de 1918, action qui manifeste un revirement complet dans l'attitude observée jusqu'alors. Le coup de génie de la magistrature belge est d'avoir su, au moment opportun, commettre une action d'éclat qui l'absout des compromissions des années précédentes.

La singularité de la grève au regard du comportement antérieur de la haute magistrature permet aussi d'apprécier ce qui, pour elle, constitue le point de non-retour. C'est moins, finalement, la défense des institutions nationales, menacées par la proclamation d'autonomie de la Flandre – la magistrature n'a pas protesté au moment de la séparation administrative du pays –, que la défense de cet attribut essentiel de ce corps – son indépendance – qui le fait basculer de la coopération à la résistance. C'est quand l'indépendance de la magistrature est bafouée, quand les conseillers de la cour d'appel de Bruxelles sont suspendus et ses chefs de corps déportés, que la Cour de cassation décide son retrait collectif. L'épreuve de la guerre souligne de la sorte l'importance des enjeux corporatistes.

La recherche menée illustre l'apport de l'étude du champ judiciaire à l'historiographie de l'Occupation. Elle souligne par exemple le caractère pluriel et évolutif de la notion de patriotisme. Au sein d'un même univers professionnel, la politique de présence entra rapidement en conflit avec des définitions concurrentes du patriotisme judiciaire. Des avocats mais aussi quelques magistrats ont regretté que la magistrature ne se montre pas plus combative, qu'elle se refuse à instrumenter la parole judiciaire pour attiser l'esprit de résistance nationale.

A également été mise en lumière l'existence de marges de manœuvre dans le chef des occupés. Dans l'historiographie des occupations militaires, les territoires occupés sont généralement envisagés comme autant de zones de non-droit, où les populations victimes sont soumises à la force brutale des armées. Le terrain exploré révèle la coexistence d'espaces de négociation entre le pouvoir judiciaire autochtone et l'administration civile allemande. Des connivences d'ordre professionnel et des rapports de force relativement équilibrés ont pu s'instaurer entre eux. La magistrature est un pouvoir et, face à l'occupant, s'affirme comme tel. Son expertise juridique la place en position de force dans un contexte d'affrontement symbolique du Droit et de la Force, où le droit international est une référence omniprésente.

La publication de la thèse est prévue au printemps 2014.

HENK BYLS

Rester catholique en France. Une histoire de l'encadrement religieux destiné aux migrants belgo-flamands du Lillois, de Paris et des campagnes françaises (1850-1960)

KU Leuven, Leuven, 2013. Promoteur : Jan De Maeyer.

Rester catholique en France traite du cas particulier d'un phénomène universel nommé migration. Vers 1850, un nombre croissant de Belges quittèrent leur pays, poussés par des perspectives locales peu réjouissantes ou convaincus de pouvoir trouver ailleurs de meilleures conditions de vie. Les saisonniers partaient temporairement; les migrants permanents, eux, partaient pour ne jamais revenir.

Contrairement aux Allemands ou aux Irlandais, ils choisirent rarement des contrées lointaines. La grande majorité opta pour la France, voisine la plus proche de la Belgique. Ils ne s'enfoncèrent d'ailleurs pas très loin dans le pays. La plupart s'arrêtèrent dans le département du Nord, plus précisément dans l'agglomération lilloise allant s'étoffant suite au développement de l'industrie textile. Une minorité poursuivit son voyage. Dans la plupart des cas, Paris fut leur destination, du moins au XIX^e siècle. La force d'attraction de la France sur la Belgique continua à jouer au siècle suivant, mais cette fois, elle concerna moins le Lillois. Au XX^e siècle, la France accueillit surtout des agriculteurs flamands. Attirés par l'espace agricole disponible, beaucoup choisirent, pendant l'Entre-deux-guerres, de s'installer dans les départements ruraux du nord. Il faudrait attendre jusqu'après la Seconde Guerre mondiale pour voir disparaître progressivement cette force d'attraction.

La migration permanente des Belges en France fut donc un phénomène long et étalé dans le temps. Leur concentration dans le département du Nord, et plus particulièrement dans l'agglomération lilloise était la plus parlante. En 1886, près d'un habitant sur cinq y était de nationalité belge. Mais pendant longtemps, les Belges formeraient aussi, et de loin, le principal groupe d'étrangers de Paris ou des régions agricoles. La grande majorité des migrants était issue de la partie flamande du pays. Face à cet afflux important de Flamands, on s'est demandé si cette communauté s'était rassemblée autour d'une spécificité ou d'une identité précise. Car les migrants belges, en particulier les Flamands, ont pu compter pendant pratiquement tous les épisodes de l'immigration, et dans un périmètre entourant

presque chaque région de destination, sur des initiatives de soutien. Dans tous les cas, celles-ci émanaient de l'Église catholique.

À l'origine de ces initiatives d'encadrement, on trouve surtout quelques diocèses qui, à partir de 1850, furent confrontés dans une mesure croissante à l'émigration de leurs fidèles. Pour l'Église, c'était là une évolution inquiétante. Les migrants portaient pour un nouvel environnement de vie. Dans le cas de la France, ils ne connaissaient pas la langue, ce qui faisait craindre qu'ils s'éloignent plus rapidement encore de l'Église. Celle-ci tenta donc de les retenir en les "suivant" temporairement ou de façon permanente et en reconstituant sur place le cadre religieux du pays d'origine, au moins dans la mesure du possible. Ces initiatives permanentes étaient généralement connues sous le nom d'"Œuvres des Flamands". En 1857, une organisation de ce type fut fondée à Roubaix sous l'impulsion des frères mineurs belges. D'autres œuvres d'encadrement suivirent. L'Œuvre des Flamands de Paris vit le jour en 1862 à l'initiative du diocèse de Gand. Les rédemptoristes belges (1864) et plus tard les frères mineurs (1868) gèrent une institution semblable à Lille-Wazemmes. Les rédemptoristes belges avaient déjà été actifs en France auparavant et possédaient des maisons à Douai (1851), Dunkerque (1854) et Boulogne-sur-Mer (1855). Ces initiatives étaient elles aussi placées sous le signe de l'immigration belge. Au XX^e siècle, des organisations analogues furent mises sur pied pour d'autres groupes cibles, dont les agriculteurs flamands furent le principal. Contrairement aux paroisses, ces œuvres recrutaient la plupart du temps non pas sur base du territoire ou du lieu de vie, mais sur base de la dénomination et de la provenance.

C'est même dans cette exclusivité qu'elles trouvaient leur raison d'être. Ce large éventail d'initiatives destinées aux migrants et guidées par une conviction ou une préoccupation religieuse a été au centre de cette recherche. Nous l'avons étudiée dans les trois zones de destination les plus importantes à savoir le Lillois, la ville de Paris et les régions agricoles.

La particularité du Lillois réside bien entendu dans sa proximité avec la frontière. Les initiatives d'encadrement y apparurent en même temps que le flux migratoire belge, c'est-à-dire entre 1850 et 1880. Quant au Lillois, on a dû constater que ces initiatives ne pouvaient pas être toutes associées à la réalité migratoire. La politique pastorale du diocèse de Cambrai, à laquelle des acteurs religieux belges collaborèrent volontiers, est tout aussi importante pour expliquer leur présence. La venue des rédemptoristes belges à Douai n'avait par exemple rien à voir avec l'immigration, mais était liée au manque d'instituts religieux apostoliques (masculins) dans la région. Et, de même, les frères mineurs belges entamèrent leur mission de Roubaix dans le désir de rassembler aussi bien des Français que des Belges. Nous pouvons donc parler d'un espace franco-belge dans lequel les pratiques pastorales et les fonctions idéologiques sont en harmonie. Cependant, les instituts religieux vont être progressivement contraints par les autorités nationales à penser eux aussi en termes de nation. C'est précisément dans ce champ de tensions que l'Église commença à s'intéresser au migrant. Sous l'angle de la réalité migratoire, c'est l'œuvre de Lille-Wazemmes qui s'adresse le plus exclusivement au public cible des Flamands. En ce sens, elle est dans le Lillois l'une des rares initiatives ecclésiastiques qui

puisse être considérée comme une association exclusivement pour migrants flamands.

L'histoire de l'«Œuvre des Flamands» à Paris comme association urbaine apparaît *a posteriori* assez triste. Les Flamands ne furent rassemblés que de façon limitée et l'Œuvre n'eut jamais de réelle prise sur l'immigration parisienne. Le désintérêt des migrants pour la religion n'était pas seul en cause. L'Œuvre imaginait en effet bien plus un besoin qu'elle ne répondait à certaines demandes. La particularité de l'espace fut déterminante dans cet échec. Paris était une métropole et les migrants, par nature mobiles, y étaient plus mobiles encore. En dix ans à peine, un schéma d'établissement à première vue stable se changeait en une tout autre réalité sociale. La mobilité des migrants semble du reste avoir complètement échappé à l'«Œuvre des Flamands». La ville représentait rarement une destination finale et les migrants s'établissaient rarement définitivement dans le faubourg Saint-Antoine, où l'Œuvre s'était installée. En se tournant à nouveau vers la campagne à travers les saisonniers, à la fin du XIX^e siècle, l'«Œuvre des Flamands» renoua avec une activité plus familiale.

Bien que l'Église de Belgique se soit rapidement intéressée à l'émigration permanente des agriculteurs belges en France, il faudrait longtemps avant qu'elle ne mette sur rail une action concertée. Un revirement se produisit enfin en 1926. La fondation de la Ligue agricole belge (plus tard Union agricole belge), autrement dit du *Boerenbond* en France, fut déterminante. L'organisation atteignit les fermiers flamands dans les différents départements agricoles et les lia par le biais d'activités pastorales, d'un journal et

de services socioéconomiques. Tout indique que les aumôniers étaient particulièrement proches des affiliés. Ils aimaient leur travail et la participation des fermiers aux diverses activités suggère un lien réciproque. Contrairement à un district industriel comme Lille ou à une grande ville comme Paris, les régions agricoles permirent à l'initiative d'encadrement de se montrer réellement efficace, du moins en ce qui concerne les Flamands qui adhèrent à l'UAB. Or, lentement mais sûrement, l'impact de l'UAB allait se réduire. Deux événements précipitèrent cette évolution. Les problèmes de la Caisse d'épargne centrale du *Boerenbond* signèrent la fin des activités économiques de l'UAB. Un deuxième tournant se dessina peu après, avec la Seconde Guerre mondiale. L'UAB ne sortit pas intacte du conflit et, entre 1944 et 1952-1953, elle traversa des temps difficiles. Les aumôniers se faisaient vieux et devaient être remplacés. Pendant et après la guerre, les fermiers flamands gagnèrent aussi en indépendance. Cette perte de terrain ne fut pourtant pas synonyme de déclin brutal. L'UAB était en tant qu'organisation suffisamment forte pour survivre quelques décennies de plus, à la fois sur le plan pastoral et sur le plan social. Cela indique en soi que ses membres continuaient à s'identifier fortement avec leur pays d'origine.

Toutes les œuvres d'encadrement en France eurent ceci de typique : elles étaient dirigées et gérées par des *non-migrants*. Dans la plupart des cas, ce personnel était envoyé temporairement sur place. Il se créait donc un champ de tension entre deux cadres de référence. D'une part, celui du migrant, qui vivait dans un cadre de référence partagé; de l'autre, celui de l'œuvre d'encadrement, qui avait son centre de gravité dans le pays d'origine.

Une bonne partie du discours s’adressait donc également aux vis-à-vis des migrants, restés en Flandre. Considérés comme des émigrés potentiels, ceux-ci avaient surtout droit à un discours dissuasif. Une telle stratégie de dissuasion fut par exemple utilisée après la Première Guerre mondiale avec les agriculteurs flamands. En dépit des possibilités que la France offrait en tant que région agricole, des périodiques comme *De Boer* refusaient obstinément de la considérer comme une destination possible pour les paysans en quête de terre et d’une ferme. À propos des fermiers déjà partis, on ne rapportait au public local que des difficultés et des problèmes. En ce qui concerne l’émigration agricole – décision qui dans la plupart des cas avait mené à une amélioration des conditions de vie matérielles – il fallut attendre jusqu’aux années 1960 pour que l’on parle sans réserve d’histoire positive. En tant que réussite, ce discours ne cadrait également pas avec la façon dont les responsables des œuvres préféraient voir l’émigration de Flamands à l’étranger. Selon eux, à la base du phénomène il y avait le besoin, la pauvreté, la misère et la négligence de l’État belge. L’émigration était en ce sens une composante essentielle du discours sur la “Pauvre Flandre”, lequel fut composé de façon sélective en fonction des publics envisagés.

NICOLETTA CASANO

Les réseaux unissant francs-maçons et laïcs belges et italiens de la fin du XIX^e siècle à la Deuxième Guerre mondiale. Prémises et réalisation de l’accueil en Belgique des ‘fuorusciti’ italiens

ULB, Faculté de philosophie et lettres et Dipartimento di Istituzioni linguistico-letterarie, comunicazionali e

storico-giuridiche dell’Europa (Università degli Studi della Tuscia), 2013. Promoteurs : Anne Morelli & Leonardo Rapone.

Cette thèse est le résultat de mes recherches menées parallèlement en Belgique et en Italie. Ce travail s’est développé, transformé et a pris sa forme définitive au fur et à mesure de l’avancement de ces recherches, car elles se sont basées sur des fonds d’archives peu explorés et donc peu connus. Ce que j’ai découvert a ouvert énormément le potentiel et les perspectives du propos initial.

En principe, ma thèse devait porter seulement sur les exilés antifascistes italiens en Belgique qui étaient aussi francs-maçons. La question était de savoir si le fait qu’ils étaient affiliés à la Franc-Maçonnerie avait eu un poids dans leur choix de s’exiler en Belgique et si, par la suite, leur permanence en ce pays avait été conditionnée par les relations que ces réfugiés avaient instaurées avec des francs-maçons belges. En effet, les premières associations qui ont été poursuivies légalement par le dictateur italien Mussolini ont été les associations maçonniques et celles de la Libre Pensée. Jusqu’il y a quelques années, l’historiographie ne pouvait analyser davantage les conséquences de cet exil, faute d’accès aux archives de ces associations.

Ce propos se positionnait en suivant la ligne d’enquête historiographique concernant l’histoire de la Franc-Maçonnerie, lancée par le professeur italien d’histoire contemporaine à l’université de Messine en Sicile, Santi Fedele il y a quelques années. Santi Fedele s’était déjà occupé dans le passé de l’histoire de l’antifascisme en exil et ici il avait mis en lumière le fait que la composante maçonnique dans l’historiographie de l’antifascisme avait été longuement négligée. À la suite d’im-

portantes découvertes archivistiques, il a pu reconstruire l'histoire de ces antifascistes réfugiés principalement en France qui avaient été aussi maçons et qui en plus ont reconstruit à l'étranger leur association forcée de se dissoudre par la dictature en Italie. Fedele a été parmi les premiers chercheurs à avoir la possibilité de consulter l'entièreté du fonds de la Franc-Maçonnerie italienne en exil, qui avait été caché dans la tombe du dernier Grand Maître de l'exil en France, Alessandro Tedeschi, et qui est disponible depuis quelques années aux Archives historiques du Grand Orient d'Italie.

Le cas italien est, chronologiquement, le plus ancien exemple de persécution de la Franc-Maçonnerie au niveau législatif par une dictature et il a suscité l'intérêt des écrivains et des chercheurs dans le passé comme récemment. Fedele y a ajouté la nécessité d'élargir la perspective au thème de l'exil des maçons italiens à l'étranger, surtout dans les nations où le Grand Orient d'Italie en exil est né et a survécu, c'est-à-dire les pays d'accueil des exilés italiens antifascistes. La Belgique appartient aussi à ces pays d'accueil et donc mon travail est né dans l'intention de relever ce défi lancé par Fedele. Ma thèse naît donc de la conjoncture qui s'est produite entre l'histoire de l'antifascisme et l'histoire de la maçonnerie. C'est la raison pour laquelle ce travail a été mené au sein du Centre Interdisciplinaire d'Étude des Religions et de la Laïcité (CIERL) de l'ULB sous la direction conjointe des deux historiens de l'antifascisme, Anne Morelli et Leonardo Rapone.

En effet, ma professeure, Anne Morelli, lorsqu'elle s'est occupée dans ses travaux de cette immigration avait déjà compris qu'à l'égard de certains antifascistes italiens il y

avait eu des dispositions différentes selon leur couleur politique, mais pas seulement. Elle avait déjà avancé l'hypothèse que dans certains cas, l'empathie à leur égard pouvait être expliquée par leur affiliation à la maçonnerie, mais à l'époque la documentation qui pouvait démontrer cette hypothèse n'était pas accessible.

Aujourd'hui, il est possible de démontrer cette thèse non seulement grâce à la consultation du fonds d'archives du Grand Orient d'Italie, mais aussi des "Archives de Moscou" en Belgique. Mon travail de recherche s'est donc basé sur l'étude de ces deux fonds d'archives conjointement aux archives des institutions italiennes et belges où il était question de l'émigration et des relations entre les deux pays (Affaires étrangères belges et italiennes, archives de l'État à Rome, les archives secrètes du Vatican comprises).

Or, à la moitié de ces recherches – pas toute-à-fait aisées vu l'état de désordre du matériel d'archives surtout des fonds des obédiences maçonniques en question –, j'ai tiré une première conclusion en constatant que la Belgique plutôt qu'être terre d'asile pour les antifascistes italiens, avait été une terre de passage, dans le sens où une grande partie de la communauté maçonnique italienne qui s'était exilée à l'étranger se rendait souvent en Belgique. De plus, à côté des maçons italiens, apparaissaient également des "profanes", c'est-à-dire des non maçons, mais des gens fortement proches d'eux et qui appartenaient plutôt à des associations de libre pensée.

J'ai donc commencé à me poser la question de la raison pour laquelle tous ces Italiens se rendaient en Belgique. Cette raison est que la

Belgique, et surtout la ville de Bruxelles, grâce à sa tradition historique d'associationnisme maçonnique et laïque, et à la présence de francs-maçons et de libres penseurs belges d'une envergure considérable, a été un centre de ralliement fondamental pour tous les maçons et les libres penseurs européens. À Bruxelles se trouvaient en effet une grande partie des centrales administratives des associations internationales de maçonnerie et de Libre Pensée nées à la fin du XIX^e siècle, à savoir l'Association maçonnique internationale et la Fédération internationale de la Libre Pensée. Je me suis ainsi mise à étudier ces internationales et là j'ai découvert que depuis leur naissance, dans toute l'Europe s'étaient créés plusieurs réseaux de maçons et libres-penseurs qui permettaient d'expliquer ce qui s'est passé entre l'Italie et la Belgique depuis la Première Guerre mondiale et jusqu'à l'avènement de la dictature fasciste.

C'est en étudiant la naissance de ces internationales, qui étaient les plateformes à partir desquelles sont nés les réseaux en question, que j'ai découvert l'existence très intéressante de tout ce monde de contacts. Cette étude est donc devenue par la suite la première partie de mon travail, car elle est la prémisse nécessaire au propos initial. J'ai finalement lié l'histoire des réseaux laïques à l'histoire des exilés italiens antifascistes.

Dans la pratique, j'ai organisé ma thèse autour de cinq chapitres. Dans le premier, j'ai retracé la création de ces réseaux maçonniques et laïques de la fin du XIX^e siècle jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Dans ces contextes, des Italiens et des Belges sont entrés en contact et ont établi des relations professionnelles et intellectuelles solides. Dans le deuxième chapitre, j'ai ap-

profondi certains aspects de ces réseaux, surtout les occasions de rencontre qui se sont produites lors des congrès internationaux. Ici les relations entre les Italiens et les Belges se sont consolidées. Dans le troisième chapitre, j'ai expliqué l'origine et le développement de l'hostilité de Benito Mussolini à l'égard de la Franc-Maçonnerie et les raisons de la condamnation légale contre cette institution au début de la dictature. Dans le quatrième chapitre, je me suis occupée en particulier des parcours et des raisons pour lesquelles certains francs-maçons et laïques italiens sont arrivés ou sont passés par la Belgique. À cette occasion, j'ai démontré la manière dont ce passage a été connecté aux réseaux. Dans le cinquième chapitre, j'ai conclu en démontrant comment à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, le contexte politique international fortement chargé de tensions avait complexifié les relations entre les réfugiés italiens et leurs hôtes étrangers. De plus, à ce moment les réseaux nés et consolidés au cours d'un demi-siècle cessent d'exister.

Comme je l'ai affirmé au début, mon travail a développé des perspectives que je n'avais pas imaginées lorsque je débutais mes recherches. L'appartenance des maçons et laïques belges et italiens aux mêmes réseaux internationaux permet d'expliquer pour quelles raisons certains réfugiés italiens de l'époque fasciste se sont installés ou ont été de passage à Bruxelles. L'étude de la généalogie de ces réseaux est donc une importante prémisse au propos initial de ma thèse que, par conséquent, je suis bien consciente d'avoir ainsi complexifiée. J'ai fait ce choix, car j'ai été enthousiasmée par des découvertes que j'ai effectuées de manière inattendue et je pense qu'elles peuvent apporter beaucoup, tant à l'histoire de l'antifascisme qu'à celle

la Franc-Maçonnerie et de la Libre Pensée. Très prochainement, je soumettrai un projet de publication d'une partie de cette thèse – notamment celle concernant l'installation des maçons italiens en France et en Belgique – à la maison d'édition française Garnier qui consacre une collection aux "Franc-maçonniers". De cette façon, la partie plus originale de ce travail pourra être accessible à un vaste public.

KIM CHRISTIAENS

Orchestrating Solidarity. Third World Agency, Transnational Networks, & the Belgian Mobilization for Vietnam & Latin America, 1960s-1980s

KU Leuven, 2013. Promotor : Idesbald Goddeeris.

We zijn allemaal onder de indruk van globalisering, en historici vormen daar geen uitzondering op. Inderdaad, sinds enkele jaren heeft "transnationale geschiedenis" een paradigmatische positie in het historiografische landschap verworven. Steeds meer historici zijn geïnteresseerd in de manier waarop mensen en regio's over ruimtelijke en mentale grenzen heen met elkaar verbonden waren vóór de periode van onze geglobaliseerde samenlevingen van de 21ste eeuw. Dat globalisering geen nieuw fenomeen is wordt duidelijk wanneer we naar de impact van internationale crisissen en thema's op de publieke opinie in de naoorlogse periode kijken. Ondanks het beeld van een verdeelde wereld dat vaak met de periode van de Koude Oorlog geassocieerd wordt, ontstonden in de jaren 1960, 1970 en 1980 overal in West-Europa een breed scala aan sociale bewegingen die zich identificeerden met politieke thema's in verscheidene landen van de "derde wereld" waarmee ze op het eerste gezicht weinig gemeenschappelijk hadden.

In de jaren 1960 mobiliseerden bijvoorbeeld tienduizenden Belgen tegen de oorlog in Vietnam in massale demonstraties, net zoals ze in de jaren 1970 op straat kwamen om te protesteren tegen dictaturen in Brazilië en Chili. In de jaren 1980 ontstonden er overal in België lokale comités die sympathiseerden met het sandinistische Nicaragua, politieke en materiële steun trachtten te verwerven voor het door de Verenigde Staten bedreigde Centraal-Amerikaanse land, en honderden Belgen in brigades naar daar lieten reizen. Dat alles gebeurde in een wereld zonder het internet, *social media*, en de mogelijkheden voor communicatie en reizen waarover we vandaag beschikken.

De centrale vraagstelling van het onderzoek draait rond de vraag waarom precies in die periode een aantal internationale thema's en politieke bewegingen in de derde wereld een sterke mobilisatie in België, en bij uitbreiding in andere West-Europese landen, veroorzaakten, terwijl zoveel andere internationale thema's en problemen grotendeels buiten het zicht bleven. Tot nu toe hebben bestaande studies geprobeerd een antwoord op die vraag te formuleren door te kijken naar de inspiratie en idealen van activisten in de "eerste wereld". De mobilisering voor de derde wereld is vooral heel romantisch uitgewerkt in het publieke geheugen en de geschiedschrijving. Dat duizenden mensen in actie kwamen voor buitenlandse politieke bewegingen en crisissen wordt vooral toegeschreven aan het feit dat die thema's de politieke en morele agenda's, verbeelding, en emoties van activisten aanspraken, en dat de derde wereld een "projectiescherm" voor hun eigen idealen en verlangens naar verandering bood. De mate van instrumentaliteit en de strategische waarde van bepaalde onderwerpen voor de

eigen agenda van Europese activisten werd dan ook tot nu toe gezien als dé beslissende factor in het ontstaan van solidariteitsbewegingen, samen met de voedingsbodem die de nieuwe sociale bewegingen van “1968” boden. Dit onderzoek toont aan dat die eurocentrische visie op solidariteitsbewegingen echter maar een deel van het verhaal belicht, en dat we het ontstaan van derdewereldbewegingen niet kunnen begrijpen zonder de actieve rol en impact van politieke bewegingen in de derde wereld mee in rekening te brengen.

De vraag naar de input en mobiliserende rol van politieke bewegingen in de derde wereld in het ontstaan van solidariteitsbewegingen en hun contacten met Europese activisten werd tot nu toe echter grotendeels genegeerd, deels uit reactie tegen een “CIA-interpretatie” die solidariteitsbewegingen als frontorganisaties van “buitenlandse agitatoren” en internationale communistische organisaties beschouwde, deels omdat historici solidariteit vooral als een mentale relatie met de derde wereld hebben geconceptualiseerd. Dat alles heeft tot gevolg gehad dat historici – vaak voormalige activisten – solidariteitsbewegingen met de derde wereld voornamelijk als een endogeen en spontaan fenomeen en als een éénrichtingsverkeer tussen actieve activisten in het noorden en passieve ontvangers van die steun in het zuiden hebben begrepen en voorgesteld. Dit onderzoek heeft die traditionele interpretatie en representatie kunnen bijstellen en aanvullen door aan te knopen bij de recente literatuur over transnationale netwerken en sociale bewegingen en die te combineren met de inzichten van het historisch onderzoek naar politieke actoren in de derde wereld en hun diplomatie tijdens de Koude Oorlog. Die theoretische inzichten werden bevraagd, uitgediept, en verder ontwikkeld aan de

hand van een vergelijkende analyse van vier belangrijke sociale bewegingen met een oriëntatie op de derde wereld, namelijk de mobilisatie tegen de oorlog in Vietnam, de protesten tegen de dictaturen in Brazilië en Chili, en de solidariteitsbeweging met het sandinistische Nicaragua, en aan de hand van een intensief onderzoek van voordien veelal onontsloten of ongebruikte historische bronnen.

Vooreerst toont dit onderzoek aan dat politieke bewegingen in de derde wereld, waaronder ballingen en regeringen, allesbehalve passief bleven. Dat Europese activisten de derde wereld ontdekten was in sterke mate verbonden met een omgekeerde beweging, namelijk de ontdekking van West-Europa door derdewereldactoren, die naar West-Europa kwamen, daar actief op zoek gingen naar steun, en transnationale netwerken creëerden om activisten te mobiliseren en op die manier materiële en politieke steun te verwerven. Op zoek naar steun voor hun zaak trachtten politieke bewegingen – met wisselend succes overigens – de taal van Europese activisten te spreken: Vietnamese diplomaten spraken tijdens publieke demonstraties en in hun tijdschriften gericht naar het Europese publiek over een gemeenschappelijke strijd voor “vrede”, en maakten vergelijkingen tussen het Amerikaanse optreden in Vietnam en de gruwel van het fascisme in Europa tijdens de Tweede Wereldoorlog. Braziliaanse en Chileense ballingen deden in de jaren 1970 een beroep op wat ze de universele taal van mensenrechten beschouwden. Wanneer politieke bewegingen in de derde wereld contacten trachtten te leggen met Europese activisten, dan deden ze dat vanuit het geloof in de kracht van solidariteit, de macht van een globale publieke opinie, en de noodzaak van

concrete politieke steun en materiële hulp. Solidariteit was niet uitsluitend een kwestie van verontwaardiging of emoties, maar ook van diplomatie en netwerken. Ambassades van Vietnamese en Nicaraguaanse regeringen evenals diplomaten en politici van Chileense en Braziliaanse politieke bewegingen in ballingschap hebben een voorname rol gespeeld die tot op heden genegeerd is geweest in traditionele studies, maar die dit onderzoek heeft geëxpliciteerd en onderlijnd als een sleutfactor in de ontwikkeling van solidariteitsbewegingen tijdens de Koude Oorlog.

Ten tweede maakt dit onderzoek duidelijk dat de interactie die tussen Europese activisten en politieke actoren in de derde wereld via deze netwerken ontstond belangrijk was, omdat op die manier een uitwisseling ontstond die centraal was in praktijken en ideeën van solidariteit. Politieke bewegingen in de derde wereld voorzagen activisten in Europa van cruciale en richtinggevende informatie en kanalen om solidariteit concreet gestalte te geven, terwijl die solidariteit politieke bewegingen in de derde wereld politieke invloed, contacten, en financiële en andere hulp kon geven. Solidariteit was dus een tweerichtingsverkeer van vraag en aanbod dat gestalte kreeg via transnationale contacten en netwerken. De relaties tussen politieke bewegingen in de derde wereld en een relatief beperkte groep van sleutelactivisten helpen ons ook de interne dynamiek en organisatorische configuratie van de mobilisering in België te begrijpen : daar waar traditionele studies vooral focussen op studenten, jongeren en radicale politieke groeperingen, toont dit onderzoek aan dat de mobilisatie in belangrijke mate gedragen werd door personen en organisaties die in de

jaren 1960 en later allesbehalve “nieuw” en “jong” waren, zoals universiteitsprofessoren, vakbonden en politici van traditionele partijen. Ook de evolutie van activisme en de verschillen tussen de verscheidene solidariteitsbewegingen werden deels bepaald door de input van derdewereldactoren. Medische hulpcampagnes voor Vietnam kwamen er op vraag van het Noord-Vietnamese ministerie van volksgezondheid en leidden tot het ontstaan van specifieke hulpcomités, terwijl Nicaragua zich in de jaren 1980 vooral focuste op grootschalige projecten bij geprofessionaliseerde NGO's voor ontwikkelingssamenwerking. In de jaren 1970 voorzagen Chileense ballingen Belgische activisten van de poëzie van Pablo Neruda, empanadas, en films over de situatie in hun thuisland, net zoals Nicaraguaanse diplomaten solidariteitsbrigades en culturele tournees van muziekgroepen organiseerden om het bredere publiek aan te spreken en te betrekken in hun *public diplomacy*.

Ten derde heeft dit onderzoek geadstrueerd dat transnationale contacten en samenwerking tussen activisten van verscheidene Europese landen niet zomaar een spontaan gegeven waren, maar gefaciliteerd en gestimuleerd werden door actoren uit de derde wereld die een internationale coördinatie (wat we in de termen van Jean-Paul Sartre “orchestratie” noemen) voorstonden om een “globale” beweging te creëren. De europeanisering en globalisering van solidariteitsbewegingen was dus sterk afhankelijk van strategische organisatie door derdewereldactoren, die West-Europa als een sleutelregio tijdens de Koude Oorlog beschouwden en activisten stimuleerden om in gezamenlijke transnationale campagnes samen te werken. Met die conclusies

werpt dit onderzoek een nieuw licht op de oorsprong van de derdewereldbeweging en NGO's voor ontwikkelingssamenwerking en mensenrechten, de geschiedenis van de Koude Oorlog en 1968-bewegingen in België, en de relaties tussen noord en zuid in een wereld die meer geglobaliseerd was dan men op het eerste gezicht zou denken. Die globalisering ontstond niet alleen in de geesten van West-Europese activisten, maar werd ook gedreven door derdewereldactoren die grensoverschrijvende netwerken creëerden en een "globale publieke opinie" trachtten vorm te geven.

JOZEFIE DE BOCK

Mediterranean Immigrants in the City of Ghent, 1960-1980. A Historical Study of Immigration, Settlement and Integration Processes

European University Institute, Firenze (Italië), 2013. Promotors : Heinz-Gerhard Haupt & Frank Caestecker.

In the field of migration history, the history of post-war labour migration to Western Europe has been receiving the attention of an increasing number of scholars, especially since the beginning of the new millennium. Applying a historical lens to a subject that has been studied by social scientists for decades, historians are trying to contextualize this migration stream, debunk some of its ancient myths and uncover the historical realities of the relatively under-researched period before the migration stops of the mid-1970s. Taking the integration processes of Mediterranean immigrants in the Belgian city of Ghent over the course of the 1960s and 1970s as a case study, this thesis engages with both the sociological and historical literature on the subject. It studies the ways in which these immigrants have constructed

their lives in an urban environment over the course of the first decades after their arrival, dealing with the structural elements that framed their integration processes, looking at the strategies they used in order to realize their goals and focusing on their social lifeworlds and the networks they created. In addition to a detailed narrative of these structural and social integration processes, the thesis also provides a thorough analysis of the interplay of structure and agency in these processes, following Nancy Green's call for a poststructural structuralist approach. Further, it studies the integration processes of immigrants from a multi-dimensional rather than an ethno-focal perspective. The thesis also takes a critical stance towards phenomena that are generally qualified as 'ethnic', and pays special attention to those aspects of immigrants' lives that crossed ethnic boundaries. What comes to the fore is a picture of post-war 'guest worker' populations that is characterized by more agency and less ethnicity, less homogeneity and more interethnic interaction than is generally the case.

LYVIA DISER

Ambtenaren in witte jas. Laboratoriumwetenschap in het Belgisch overheidsbeleid (1870-1940)

KU Leuven, departement Geschiedenis, 2013. Promotor : Geert Vanpaemel; copromotor : Johan Tollebeek

Het laboratorium is vandaag een van de meest zichtbare en bekende verschijningsvormen van wetenschap en onderzoek. De man of vrouw in de witte jas, die een proefbuis tegen het licht houdt of door een microscoop tuurt, tegen een decor van glazen kolven : het is een bekend beeld en een iconische verbeelding van wetenschap. Het moderne laboratorium kreeg gestalte rond de tweede helft van de

negentiende eeuw. Het presenteerde een nieuwe manier van wetenschapsbeoefening, anders dan bibliotheken, geleerde genootschappen of natuurhistorische musea : het had een institutionele inkadering eerder dan een privaat eigenaarschap, werkte in hiërarchisch teamverband, met een specifiek instrumentarium, en dat op een ruimtelijk en architecturaal afgezonderde plaats. Het was een gecontroleerde werkplek, waar de constructie van wetenschappelijke standaarden als geloofwaardigheid, objectiviteit en repliceerbaarheid kon plaatsvinden. Het moderne laboratorium vond eerst ingang in het academische milieu, maar begon vanaf de tweede helft van de negentiende eeuw actief te worden op een breed terrein dat onder meer universiteiten, ziekenhuizen, fabrieken en musea omvatte. Er kwamen laboratoria in steden, op het platteland, in de tropen en zelfs op zee. Ze huisden in grote gebouwen met plechtstatige gevels, in kleine lokalen, of in handige transporteerbare kits in laboratoriumauto's. De term laboratorium werd zelfs in toenemende mate gebruikt om te verwijzen naar andere sites van wetenschappelijke bedrijvigheid zoals seminaries, instituten of departementen in de humane en geesteswetenschappen. Laboratoriumwetenschap bezette vanaf het laatste kwart van de negentiende eeuw ook allerlei domeinen van het Belgische overheidsbeleid.

Mijn proefschrift onderzoekt de opkomst en ontwikkeling van het laboratorium als gezagdragend beleidsinstrument voor de moderne staat. Omdat het overheidslaboratorium bij uitstek in de maatschappij staat, kan de studie van dit instituut licht werpen op een aantal belangrijke kantelmomenten, niet alleen in de geschiedenis van de wetenschap, maar ook van de moderne staat en van de

negentiende-eeuwse maatschappij als geheel. Een eerste kantelmoment heeft te maken met de ontwikkeling van de kennismaatschappij. Het overheidslaboratorium kreeg gestalte in een maatschappij die rond het begin van de negentiende eeuw steeds meer nood voelde om wetenschappelijke expertise in het beleid in te schakelen. De wetenschap en haar vertegenwoordigers als experts voor beleid hebben in onze maatschappij een ontegensprekelijke autoriteit verworven. Het moderne laboratorium zoals dat opkwam in de negentiende eeuw, blijkt eenspeerpuntinstituut voor wetenschappelijke autoriteit ten aanzien van de overheid te zijn geweest. Het slaagde er immers in, vanaf de jaren 1850 in Europa en in België vanaf de jaren 1870, zijn expertise te doen aanvaarden op steeds meer beleidsdomeinen, vaak ter vervanging van bestaande, al dan niet wetenschappelijke, experts en ervaringsdeskundigen. De vraag is wat deze perceptie heeft doen ontstaan, en welke categorieën en procedures van laboratoriumexpertise overheden als waardevolle complementen voor het staatsbeleid beschouwden.

Een tweede belangrijk kantelmoment dat met opkomst van het overheidslaboratorium samenvalt, is de professionalisering van het negentiende-eeuwse wetenschapsbedrijf. De opkomst van wetenschap als een betaald beroep maakte het statuut van de deugdzame, objectieve wetenschapper problematisch. In het overheidslaboratorium bij uitstek kwam het vraagstuk van neutraliteit in een spanningsveld terecht. Het overheidslaboratorium kwam immers tot stand met overheidsgeld en maakte deel uit van het staatspatrimonium. Vragen van politieke en wetenschappelijke aard botsten er voortdurend tegen elkaar op. Als expert en scheidsrechter in de maatschappij vertoonde

het overheidslaboratorium daarom een grote nood aan een nieuw soort neutraliteit en aan de constructie van een nieuwe set van wetenschappelijke waarden waaruit autoriteit kon worden geput en waaraan het publiek geloof kon hechten. De medewerker van het overheidslaboratorium stond voor de taak een unieke rol en status voor zichzelf te bedenken, als geloofwaardig en gezagsvol staatsexpert, als neutrale publieke scheidsrechter en, eens te meer, als belangeloos wetenschapper.

Ten slotte was de negentiende eeuw niet alleen de periode waarin de moderne wetenschap, met het laboratorium als iconisch instituut, zich ontwikkelde, maar ook die van de opkomst van het modern bureaucratisch staatsapparaat. De gelijktijdige opkomst van deze twee grote instituten van de moderne maatschappij, de staat en het laboratorium, is een opmerkelijk gegeven. Belangrijke vragen zijn wat de zichzelf 'uitvindende' overheid precies in het laboratorium aansprak, welke belangen wetenschappers van hun kant wensten te zien ingewilligd, en in hoeverre beide partijen in hun ambities slaagden. Dit is één set van problemen, maar een andere even prangende vraag is hoe beide instituten, de staat en het laboratorium, in het aftasten van de ander voor zichzelf en de ander een nieuwe identiteit creëerden. Het is duidelijk dat het overheidslaboratorium een drastische verandering van de rol, de praktijken, codes en identiteit van de staat markeert. Aan die identiteit is ook de vraag naar autoriteit gekoppeld : hoe veranderde het laboratorium de autoriteit van de overheid en hoe ontleende het zelf autoriteit aan de overheid?

Doorheen de periode 1870-1940 kreeg in België stilaan een nieuw en apart laboratoriummodel vorm : het overheidslaborato-

rium. Het bezat een eigen unieke set van praktijken, structuren, gedragingen, omgangsvormen en morele codes, die niet meer te herleiden viel tot wat op dat moment in academische laboratoria gebeurde. De laboratoriumambtenaar was er de emanatie van. In deze "overheidslaboratoriumcultuur" lichtten een aantal belangrijke kenmerken op. Een ver doorgedreven instrumentele inzet was wellicht het meest belangrijke kenmerk. De overheid zette laboratoriumwetenschap in de eerste plaats in om objectieve kennis over de maatschappij te genereren : om kwalitatieve, subjectieve fenomenen in objectieve, neutrale waarden om te zetten : cijfers, tabellen en grafieken. Het laboratorium maakte met andere woorden resultaten uitdrukbaar in cijfers en dus "grijpbaar" – registreerbaar – voor beleid. Via het creëren van een geobjectiveerde neutrale autoriteit werd het laboratorium in handen van de overheid daarnaast ook een instrument van sociale pacificatie. Overheidslaboratoria fungeerden met andere woorden als neutrale arbiters; zij vervingen directe dwang door zachte, rationele overtuigingskracht die conflict vermeed. Ten slotte werd het overheidslaboratorium ook in belangrijke mate ingezet om prestige en moderniteit aan een project te verlenen.

Om de neutraliteit van de overheidslaboratoria te kunnen voorstaan, was het in het belang van de overheid dat er geen controverses rond deze beleidsinstrumenten bestonden. Dat was niet altijd even gemakkelijk, want in de ogen van sommigen was waren de werkmethodes van het laboratorium onstabiel en onbetrouwbaar. Om het laboratorium als een gezagsvolle neutrale scheidsrechter te doen aanvaarden, voerde de overheid dus in de loop der jaren een aantal ingrepen uit. Zo kapselde ze de overheidslaboratoria en hun

medewerkers steeds steviger in de structuur van de rijksadministratie in, terwijl het contact tussen laboratoria en publiek werd beperkt. Daarnaast legde ze de praktijken van elk van de overheidslaboratoria, gaande van analysehandelingen tot het invullen van formulieren en rapporten, in detail vast. Die standaardisering van methoden en praktijken stelden het netwerk van overheidslaboratoria ertoe in staat om de relativiteit van de wetenschappelijke bedrijvigheid van elk van de laboratoriumdirecteurs op te heffen en zich naar buiten toe als één instituut te presenteren.

Het gevolg van dit alles was een toenemende isolering van overheidslaboratoria en hun medewerkers ten opzichte van de bredere wetenschapswereld en een toenemende normering – ja zelfs vervlakking – van de wetenschap die in de laboratoria werd bedreven. Efficiëntie, gebruiksvriendelijkheid, snelheid en rendement, de codewoorden van de overheidsadministratie, waren gaandeweg ook deze van het overheidslaboratorium geworden. Dit stond in schril contrast met de cultuur die rond dezelfde tijd aan academische laboratoria bestond: daar behoorden het zich onderscheiden en laten opmerken, de persoonlijke creativiteit en innovatie tot de *core business*. Ook rijkslaboratoriumpersoneel had natuurlijk de wens om zich aan onderzoek te wijden. Hiervoor was echter geen officiële plaats. Onderzoek in rijkslaboratoria kreeg veeleer een vaag en ambigue statuut.

Kortom, doorheen de negentiende en het begin van de twintigste eeuw gingen de overheidslaboratoria een geheel unieke wetenschapswereld gaan vormen, los van de academische laboratoriumwereld. Het was een wereld – grotendeels – zonder grote

figuren en zonder grote ontdekkingen of wetenschappelijke doorbraken, maar wel een waar opmerkelijke en bijzonder kunstige ingrepen op de wetenschap uitgeoefend. Wetenschap werd er getemd en eindeloos geschaafd tot een oncontroversieel en gemakkelijk hanteerbaar instrument, en dat in het licht van een groter goed, de vorming en vooruitgang van de Belgische staat en het heil van zijn bevolking. Ook de staat lijkt, naast haar politieke autoriteit, door de inschakeling van laboratoriumwetenschap, een nieuwe, parallelle identiteit voor zichzelf te hebben gecreëerd: in haar verschijningsvorm als laboratorium kon de staat zich als een technische autoriteit presenteren. Die technische autoriteit kon consensuscreërend of debatverhinderend worden ingezet.

Dit proefschrift maakt deel uit van een project rond Laboratoriumcultuur dat binnen de Onderzoekseenheid Cultuurgeschiedenis door Jo Tollebeek, Kaat Wils, Geert Vanpaemel en Raf de Bont werd opgezet.

LAMBERT EKANGA LOKOKA

L'enseignement de l'histoire à l'école secondaire en République démocratique du Congo. Intentions d'une Réforme et pratiques de terrain

ULB, Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, 2011. Promoteurs: Anne Morelli & José-Louis Wolfs.

Cette étude a pour but d'analyser les pratiques d'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires de la République Démocratique du Congo (RDC) en rapport avec le nouveau programme d'application à partir de septembre 2005. En effet, le cours d'histoire qui constitue une matière stratégique et représente un enjeu important à l'école secondaire, a échoué, pendant plusieurs décennies (de 1962 à 2005),

à l'essentiel de la mission qu'il est censé remplir à ce niveau de la scolarité en RDC. Ce constat d'échec, plus net et plus évident que pour toutes les autres disciplines, était surtout imputable au contenu des matières jugé européo-centrique et inadapté, ainsi qu'aux manuels totalement dépassés sur tous les plans (conception, objectifs...). Les critiques à son endroit touchaient également à la méthodologie car l'enseignement de l'histoire est, probablement, plus que toute autre discipline, susceptible de s'adapter constamment. Cette adaptation est requise pour le contenu de l'histoire scolaire ainsi que pour la façon de l'enseigner.

Mais, si le nouveau programme (de 2005) a "décolonisé" le contenu des matières, les pratiques de terrain semblent encore immuables ! Qu'est ce qui peut expliquer cet immobilisme ? Pour tenter de répondre à cette question, cette thèse procède par une double démarche, théorique et empirique. La démarche théorique qui fait l'objet de la première partie, brosse la littérature sur notre problématique, donne un aperçu de l'histoire de l'enseignement et de l'enseignement de l'histoire en RDC, aborde le savoir conceptuel de l'enseignant d'histoire et les pratiques d'enseignement et enfin, traite de la motivation des élèves ainsi que du matériel didactique. Quant à la deuxième partie consacrée à la démarche empirique, elle est centrée sur l'approche méthodologique de la recherche, l'analyse et l'interprétation des résultats quantitatifs et qualitatifs.

L'analyse des réponses aux questions administrées auprès de notre échantillon, composé d'une part de 64 enseignants et, d'autre part, de 600 élèves ainsi que l'analyse des

observations de 10 classes d'histoire et des interviews avec les enseignants des classes visitées ont permis d'appréhender l'application du nouveau programme et les autres réalités de terrain.

En somme, les résultats de cette étude montrent que les enseignants dispensant le cours d'histoire en 5^e et 6^e secondaires, utilisent, presque tous, les modes transmissifs et ignorent la pédagogie active ou les modes actifs proposés par le nouveau programme d'histoire; ce qui ne motive pas, sans doute, les élèves à ce cours. Autrement dit, malgré leur haute qualification, leur longue expérience dans l'enseignement et le changement de contenu, ces enseignants d'histoire ne pratiquent pas la pédagogie active ou les modes actifs. On semble être donc loin de la "décolonisation", tant souhaitée, des pratiques en classe d'histoire en RDC.

Au regard de ce qui précède, nous pensons que pour mieux enseigner l'histoire, les enseignants congolais devraient avoir d'autres ambitions qu'une simple transmission des connaissances (savoirs) destinées à être simplement enregistrées et restituées par les élèves lors des interrogations et examens. Le rôle fondamental du cours d'histoire étant d'informer et de former, le souci constant qui devrait animer les enseignants est de susciter et de renouveler l'intérêt des élèves, de les aider à construire leurs savoirs, pour qu'ils deviennent des vrais acteurs de la société de demain. Car, nous estimons que la reconstruction d'un pays, comme la RDC, passe aussi par la reconstitution et la sauvegarde de la mémoire collective et du patrimoine culturel, tâches qui relèvent du domaine de l'enseignement de l'histoire.

SHARON M. HARRISON

Belgian Labour in Nazi-Germany : A Social History

School of History, Classics and Archaeology, The University of Edinburgh, 2012. Supervisors : Jill Stephenson & Donald Bloxham.

The Nazis' deployment of foreigners (*Ausländereinsatz*) between 1939 and 1945 established one of the largest forced labour programs since the abolition of slavery during the nineteenth century. Foreign civilians from across Europe were deployed in Germany's war economy. Between 350,000 and 400,000 Belgian civilians were deployed in Germany during the Second World War – roughly half of these workers went to Germany voluntarily, but under a degree of pressure due to the Military Administration's economic policies in occupied Belgium. The majority of Belgians were deployed in large industrial centres in Germany, working in the war industries.

The thesis examines the implementation of the Nazi forced labour program through the analysis of the lives of Belgians who worked in Germany during the period 1940-1945 and makes use of a variety of original sources, including the records of the German Military Administration in Belgium and German and Belgian labour officials, as well as the accounts of those who lived and worked in Germany. Conceived as a social history of the Nazi foreign labour program with a strong focus on the history of everyday life, the thesis draws extensively on records such as letters, diaries, photographs and personal accounts of Belgians who worked in Germany during the Second World War, as well as hospital, police and judicial records. While earlier studies have focused on Nazi labour policy in occupied Belgium, this thesis extends existing research through the examination of the employment

patterns and experiences of Belgians deployed in the German industrialised cities of Berlin and Düsseldorf during the Second World War.

Belgian Liaison Officers, reporting to the Ministry for Reconstruction, worked in Germany for many years after the conclusion of hostilities in May 1945, gathering records of Belgians living in Germany during the war from city administrations, hospitals, employers, the police and judicial authorities from all corners of Germany for use in applications for recognition as victims of the war under the various statutes established by the Belgian state after the war and pensions claims by Belgians who worked in Germany. These vast holdings, now overseen by the *Direction générale "Victimes de la Guerre"*, are used to approach the topic both from a macro-historical and micro-historical perspective. Statistical analysis of residence records from Berlin and Düsseldorf provides a picture of the demographic profile of the Belgians deployed in Germany, while transport lists and individual's *Service Documentation et Recherches* (SDR) files have been used to develop a picture of their patterns of employments. Hospital, *Gestapo* and judicial records have been utilised to gain a greater understanding of Belgian workers' treatment in Germany and their dealings with the authorities in Germany.

The Nazi regime divided Belgium's population along linguistic lines : Belgians were officially subject to differentiated treatment based on whether they were Flemings or Walloons. Examining the treatment of Belgians by the Nazi regime and comparing Nazi racial policies and practice, the thesis emphasises the key role played by local authorities, employers and individual Germans in shaping

the experiences of foreign workers. It is argued that an important distinction must be made in relation to the material advantages western European workers enjoyed due to their elevated position in the Nazi racial hierarchy and the benefits individual foreign workers were able to secure by virtue of their employment skills, linguistic skills and greater confidence. The experiences of Belgian workers are also compared and contrasted with those of other national groups and are related to the broader history of foreign labour in Nazi Germany.

The study also examines the experiences of Belgian women. While Belgian women represented close to 15 percent of Belgians deployed in Germany, studies of Belgian labour in Germany have devoted little attention to their experiences. Few Belgian women sought formal recognition from the Belgian state as victims of the war under the various statutes. Drawing on Belgian women's SDR files, the thesis contributes to an understanding of their experiences. The analysis of women's departures reveals a complex picture. In spite of the economic constraints and conscription for *Arbeitseinsatz* that compelled many women to depart for Germany, the experiences of Belgian women show that they still had some room to manoeuvre and many women made the choice to go to Germany for their own reasons. Belgian women enjoyed a privileged status as western European workers, which brought greater confidence. The public outrage in Belgium that surrounded the conscription of Belgian women ensured that the German labour administration and employers were forced to make concessions to Belgian women – concessions that they readily exploited. Women who were conscripted worked pro-actively to secure their return

to Belgium, a number using pregnancy – feigned or real – as an avenue to obtain leave to return home. Whatever the circumstances of their departure, Belgian women were not simply at the mercy of the German employers and labour authorities. Their departure for Germany even proved a liberating and positive experience for some women. Belgian women were not simply victims of the occupier's labour policies.

By focusing on the social history of the *Ausländereinsatz* and the stories of individual Belgians, the thesis maps the varied experiences of Belgians in Germany during the Second World War, illustrating convergence and divergence from Nazi racial policy and the fundamental role ordinary Germans played. More importantly, however, the thesis shows that Belgian civilian workers were not just passive victims of the German occupation. The decision to go to Germany to work was a personal one for many Belgian volunteers, based on individual circumstances. The thesis illustrates that the employment patterns of Belgian volunteers frequently mirrored those of Belgian migrant workers who went to Germany during the nineteenth and early twentieth century in pursuit of seasonal work. Like their forbears, many Belgians accepted labour assignments in parts of Germany that were close to Belgium. In Rhine-Ruhr cities close to the German-Belgian border like Düsseldorf, volunteers made up a high proportion of Belgian civilian workers. In a close parallel to the seasonal employment patterns of Belgian migrant workers, many Belgian workers completed labour assignments and returned to Belgium in the winter months or delayed the commencement of a labour assignment until after the winter passed, while others would take up a series

of labour assignments in Germany over the course of the occupation. In difficult economic times and with no end to the war in sight, Belgians sought to navigate the best course for themselves and their families. While conscripts were by definition not free, as western Europeans, Belgians were afforded greater rights and legal protections, which ensured they had room for manoeuvre and were able to exercise a significant degree of control over their own destinies.

DAVID J. HENSLEY

**Fighting for French in Flanders :
The Promotion and Defense of
French Language Rights in Flanders,
1880-1975**

Penn State University, 2013. Promoteur : Sophie De Schaepdrijver.

This dissertation examines the efforts of French-speaking populations in Flanders to maintain a place for French in the Flemish public realm, which I define here as the administrative, judicial, and educational institutions of Flanders. Chronologically, it spans the period between the late nineteenth century, which witnessed the first concerted legislative efforts to (re)introduce Dutch into the overwhelmingly Francophone administrative and educational institutions of Flanders, and the 1970s, when a combination of legislative measures and socioeconomic pressures erased the last vestiges of a French-language public life in Flanders. By examining the periodical press, debates in scholarly publications, political pamphlets and posters, parliamentary speeches, and private correspondence produced by Francophones of Flanders, I question how and why their arguments in favor of a legal presence for French in Flanders changed over the course

of the period in question. During the *fin-de-siècle*, many Francophones of Flanders made triumphant appeals to the universality and utility of French language and culture, and did not typically present themselves as a single, coherent group. During the period between the world wars, and again during the 1960s, however, those Francophones of Flanders who wanted French-language rights in schooling and administration portrayed themselves as a *minority group*. They constructed a collective identity, couched in terms (of 'minority rights') that they hoped would make their claims more legitimate in the eyes of both the Belgian state and the international community. Ultimately, the Francophones of Flanders were unsuccessful in their making of claims, and the Flemish public realm has become completely Dutch, even the once-thriving Francophone periodical press having faded away. While there are still significant numbers of 'Francophones of Flanders' who speak French *at home*, this is no longer a salient political or social fact.

This project addresses several fields of scholarship. First, the French-speaking elites in Flanders provide a fascinating case study of identity formation. Historical analyses of identity formation have tended to study the 'creation' of national identities from previously 'non-national' populations, as in the work of Ernest Gellner, Benedict Anderson, or Eugen Weber; others have focused on subaltern groups who have struggled to define themselves against the ruling elite, such as Catalans, Québécois, Czechs, and, indeed, Flemings. My work, however, looks at a (former) elite group, losing its monopoly on political and cultural power, which attempted to fashion a minority identity in order to validate its claims to linguistic rights.

Second, my study addresses the growing scholarship on *'Francophonie'* : that is, the French-speaking world outside of France. I look at the problematic role of French in a society adjacent to France, as well as the way in which the global profile of the French language changed. The decline of French in Flanders was linked to the decline of French as an international language throughout the twentieth century. Third, the story of the French-speaking elites in Flanders is one of a challenge to classical liberalism. While the French-speakers of Flanders claimed that 'free choice' of language was inseparable from any understanding of political liberty, many in the Flemish Movement argued that such a 'choice' was a dead letter in a society in which the speakers of one language – not that of the majority – held the levers of power.

TESSA LOBBES

Verleden zonder stof. De gedaanten van het heden in het Belgische naoorlogse geschiedenisonderwijs, 1945-1989

KU Leuven, Faculteit Letteren, OG Cultuurgeschiedenis vanaf 1750, 2012. Promotor : Kaat Wils; copromotor : Tom Verschaffel.

Bij het begin van een nieuw schooljaar is het traditie om politici, academici en andere spraakmakers over het belang van diverse schoolvakken te ondervragen. Geschiedenis werd in deze enquêtes vaak als een waardevol vak met een belangrijke maatschappelijke en democratische opdracht opgevoerd. Het diende volgens deze spraakmakers jongeren te behoeden voor de terugkeer van gruweldaden uit het verleden zoals racisme, neonazisme en autoritarisme. De ondervraagden toonden vooral belangstelling voor de meest nabije historische wortels van het heden, namelijk de twintigste eeuw met als ijkpunten de Eerste

Wereldoorlog, de Holocaust, de dekolonisatie en de groei van de Europese Unie. Deze enquêtes noopten de journalist en historicus Marc Reynebeau tot de volgende kritische bemerkingen. Het verleden functioneerde hier, zo stelde hij, louter als decor van de actualiteit en als 'gruwelkabinet' waaruit moest worden geleerd. De geschiedenis stond bij deze spraakmakers sterk in dienst van het heden en diens moraal. Hij was van mening dat het vak meer van nut kon zijn als leerschool in verandering, relativering en diversiteit. Door aandacht te hebben voor het vaak 'vreemde' en veranderende karakter van het verleden zou het idee dat het vertrouwde slechts tijdelijk is meer ingang krijgen. 'Het heden duurt nooit lang', zo besloot Reynebeau, 'en dat is niet erg'.

Het debat dat hier recentelijk in de media werd gevoerd, is niet nieuw. De verhouding tussen verleden en heden in het onderwijs over het verleden vormt precies één van de belangrijkste vraagstukken in de naoorlogse geschiedenis van het geschiedenisonderwijs. De centrale vraag in dit proefschrift is dan ook : hoe en in welke mate evolueerde het Belgische geschiedenisonderwijs van een encyclopedisch, historistisch geïnspireerd, algemeen vormend vak met patriottische doelstellingen naar een probleemgericht, op de hedendaagse maatschappij en op het heden betrokken vak met mondiale en democratiserende ambities? Deze vraag werd in het proefschrift vertaald naar een studie van de evoluerende gedaanten van het heden in het naoorlogse geschiedenisonderwijs. Het heden bleek immers op verschillende niveaus van het vak (van doelstellingen en lesinhouden zoals de positie van de contemporaine geschiedenis en actuele vraagstukken tot didactische methodes) en op diverse manieren

(zoals het beoordelen van het verleden vanuit het heden, vergelijkingen tussen heden en verleden) aanwezig te zijn.

Waarom staat de vraag naar de verhouding tussen verleden en heden zo centraal? Het heden speelde in het geschiedenisonderwijs altijd al een bepaalde rol en dat komt door de specifieke identiteit van het vak. Het wordt als onderdeel van de bredere historische cultuur niet alleen vorm gegeven door de geschiedwetenschap, maar krijgt ook gestalte door maatschappelijke verwachtingen en didactische voorschriften. Na de Tweede Wereldoorlog werd de rol van het heden in het geschiedenisonderwijs sterker en dat was een breder Europees en Amerikaans fenomeen. Het vak stond tijdens deze periode immers voor een aantal uitdagingen die het debat over het statuut van het heden stimuleerden. Het nut van het verleden werd in diverse contexten in vraag gesteld. De naoorlogse omgang met het verleden, zo tonen studies over de conjunctuur van het historisch besef aan, veranderde. Sommigen stelden de vraag of erflaters en tradities in deze snel veranderende, moderne, haast 'historieloze' cultuur nog een rol konden spelen. In het onderwijs vond op zijn beurt een democratisering van het onderwijs plaats. Hier werd nagedacht over welke vakken, inhouden en methodes bij een democratische massaopvoeding pasten. Er was een groeiend verlangen merkbaar om maatschappij en onderwijs sterker op elkaar af te stemmen. Moest er niet meer aandacht komen voor vaardigheden in plaats van voor cultuur- en kennisoverdracht, had een eigentijdse democratische opvoeding wel nood aan geschiedenis, was er niet meer belangstelling nodig voor sociologie, politieke vorming en actualiteit? Vakken zoals geschiedenis en

Latijn kampten met een verouderd, nutteloos en conservatief imago. Dergelijke vragen stimuleerden reflecties over het statuut van het heden in het geschiedenisonderwijs.

In dit proefschrift staan de ideeën en praktijken van een groot aantal onderwijsfiguren die een belangrijke rol in het vak speelden centraal. Het gaat over geschiedenisinspecteurs, leerplancommissieleden, vooraanstaande geschiedenisleraren en handboekauteurs. Deze figuren zijn interessant omdat ze enerzijds in contact stonden met het onderwijsbeleid (het macro-niveau) door hun aanwezigheid in leerplancommissies en anderzijds met de klaspraktijk (het micro-niveau) die ze als inspecteurs en leraren op een bepaalde manier frequenteerden. Vanuit een ideeënhistorische invalshoek werd het discours van deze figuren over het heden geanalyseerd. Hun tijdervaring en motieven om een bepaalde omgang met het verleden te promoten, werden achterhaald. Concrete richtlijnen in verband met de positie van het heden in het geschiedenisonderwijs werden via een analyse van leerplancommissieverslagen en historisch-didactische tijdschriften blootgelegd. Het historisch narratief in leerplannen, handboeken en modellessen werd bestudeerd. Naast een ideeënhistorische studie bevat het proefschrift ook een institutioneel onderzoek. Het landschap van officiële instanties, commissies, verenigingen, werkgroepen en tijdschriften waarbinnen het geschiedenisonderwijs gestalte kreeg, werd in kaart gebracht.

De veranderende positie van het heden wordt vanuit de drie vermelde pijlers van het geschiedenisonderwijs onderzocht, namelijk maatschappij, geschiedwetenschap en didactiek. Welke stimulansen of remmingen

geven deze drie pijlers aan de veranderende positie van het heden? Zo is er aandacht voor de implicaties van het groeiende verlangen om het geschiedenisonderwijs met een maatschappelijke en burgerschaps-opvoedende vorming te verbinden, voor de interacties tussen de wereld van het geschiedenisonderwijs en de wereld van de geschiedwetenschap en voor de betekenis van pedagogische en didactische vernieuwingen in de transformatie van de geschiedenis tot 'een wetenschap van het heden'. Het geografische kader van dit proefschrift beperkt zich tot België, maar bevat ook vergelijkingen met andere Europese landen. Vele Belgische inspecteurs onderhielden immers nauwe contacten met internationale onderwijsnetwerken van de UNESCO en de Raad van Europa. Het geschiedenisonderwijs in het secundair onderwijs van de twee belangrijkste netten, namelijk het rijksonderwijs en het katholiek onderwijs, wordt onderzocht en dit zowel in Nederlandstalig als in Franstalig België.

Door de keuze voor deze belangrijke 'intermediaire' figuren, de brede selectie van het bronnenmateriaal en de grote aandacht voor de maatschappelijke, geschiedwetenschappelijke en didactische context wordt in dit proefschrift kritisch gereageerd op oudere benaderingen van het geschiedenisonderwijs. Onderzoekers van het Belgische, maar ook van het bredere Europese en Amerikaanse geschiedenisonderwijs hebben lange tijd haast uitsluitend aandacht gehad voor leerboeken geschiedenis en voor normatieve bronnen zoals leerplannen. Weinig interesse ging uit naar de figuren die precies verantwoordelijk waren voor de productie van leerplannen, inspectierichtlijnen, handboeken en modellessen. Bovendien werd

de analyse van leerplannen en leerboeken vaak uit hun maatschappelijke, wetenschappelijk en didactische context gelicht waardoor veranderingen binnen het geschiedenisonderwijs weinig diepgaand en accuraat konden worden verklaard.

Het proefschrift werd in drie chronologische delen opgedeeld waarbinnen het geschiedenisonderwijs telkens vanuit de drie pijlers werd bestudeerd. In het eerste deel over de periode 1945 tot 1960 werd het geschiedenisonderwijs sterker verbonden met burgerschapsvorming. In het rijksonderwijs stond het vak onder invloed van de UNESCO en de Raad van Europa in dienst van een democratische vredesopvoeding en internationale verzoening. Rijksinspecteur André Puttemans integreerde de nationale geschiedenis met de universele geschiedenis, in de hoop zo een overdreven patriottisme te vermijden. Critici hekelden het 'verlies' van de autonome vaderlandse geschiedenis en de moralisering van het verleden. Onder druk van dit debat werd een compromis tussen nationale, Europese en ook regionale geschiedenis ontworpen. In het katholiek onderwijs werd de autonome nationale geschiedenis behouden. Onder leiding van de leerplancommissievoorzitter Michel Dierickx s.j. kwam er echter ook meer aandacht voor vredesopvoeding. Geschiedenisonderwijs kon volgens Puttemans vervolgens alleen een burgerschapsvormend vak zijn als er meer aandacht voor de tot dan toe verwaarloosde contemporaine en eigentijdse geschiedenis kwam. Dit recente verleden won ten koste van de klassieke geschiedenis meteen aan belang. Het schoolvak had zo een 'voorsprong' op de geschiedwetenschap waar de studie van het 'subjectieve' jongste verleden gewantrouwd werd. Binnen de didactiek stond het

‘directe’ contact met het verleden centraal. Actualisering kwam in de promotie van actieve methodes weinig aan bod, hoewel er vanuit de reformpedagogie wel aandacht was voor het idee dat de eigentijdse leefwereld van het kind een geschikte toegang was om het verleden inzichtelijk te maken.

De tweede periode van 1955 tot 1969 behelsde de experimenten van rijksinspecteurs Leopold Flam en René Van Santbergen en hun werkgroepen. Zij ontwierpen een emancipatorisch, geëngageerd en heden-gericht geschiedenisonderwijs. Via de lessen over het verleden dienden leerlingen aangemoedigd worden om op te komen voor vrijmeningsuiting, sociale rechtvaardigheid en wereldvrede. Geschiedenis was volgens hen nog steeds een ‘antiquarisch’ en conservatief vak. Het recente verleden en actuele vraagstukken dienden vanaf nu centraal te staan in het geschiedenisonderwijs. Alleen deze historische sporen die nog actueel waren, mochten aan bod komen. De chronologie werd verlaten voor een thematische benadering die het verleden sterker met het heden zou verbinden. De aandacht voor historische kennis verschoof meer en meer naar het aanleren van democratische vaardigheden en attitudes zoals kritische zin. Beide inspecteurs hadden ook veel oog voor het didactische gebruik van het heden, actualisering werd een essentiële lesmethode.

Uit deze eerste twee delen valt op dat de inspecteurs een zeer belangrijke, soms autoritaire, machtspositie uitoefenden. Door de oprichting van beroepsverenigingen, tijdschriften en werkgroepen waren zij verantwoordelijk voor de professionalisering van het vak. In tegenstelling tot vaststellingen in

de oudere literatuur valt inzake chronologie en breuklijnen op dat de aandacht voor een geografische verbreding van de leerinhouden, voor maatschappelijke doelstellingen en voor het recente verleden niet pas bij het ontstaan van het Vernieuwd Secundair Onderwijs in de jaren zeventig tot stand kwam, maar al meteen na de Tweede Wereldoorlog. Bovendien was er op bepaalde vlakken een opvallende continuïteit met experimentele tussenoerlogse projecten rond vredesopvoeding zichtbaar. Vanaf het midden van de jaren vijftig haalden de inspecteurs voor de vernieuwing van het vak vooral de band met de maatschappij en de didactiek aan, terwijl de geschiedwetenschap minder invloedrijk werd.

De derde periode van 1969 tot 1989 viel dus samen met het Vernieuwd Secundair Onderwijs. Het geschiedenisonderwijs werd door het nieuwe vak maatschappelijke vorming – een vak met weinig historische grond – beconcurrereerd en leed urenverlies. Vele figuren in beide onderwijsnetten zagen het heden als de oplossing bij uitstek om het geschiedenisonderwijs meer maatschappelijke relevantie te verschaffen. De genoemde experimenten werden geïnstitutionaliseerd. Naast een verdere internationalisering, moralisering en didactisering van de lesinhouden ging het grootste aantal lessen naar het recente verleden. Door het samenspel van deze diverse gedaanten van het heden was het heden alomtegenwoordig in het geschiedenisonderwijs. Het vak bleef niettemin uren verliezen. Vooral socialistische beleidsvoerders opteeden voor maatschappelijke vorming wat bij geschiedenisleraren, academische historici en verenigingen van oud-studenten geschiedenis protest uitlokte. De sterke maatschappelijke en didactische focus op het

heden werd door sommigen onder hen nefast geacht. Een hernieuwde aandacht voor de geschiedwetenschap, voor de chronologie en voor de oudere tijdvakken zou volgens hen het vak meer eigenheid kunnen geven. Maatschappelijke vorming diende volgens hen eerder een vakoverschrijdende doelstelling te worden. Vooral in Franstalig België werkten rijksinspecteur Alfred Bruneel en de verantwoordelijken van het katholiek onderwijs Leopold Génicot en Jean Georges duidelijke alternatieven uit. Ze vervingen de focus op het recente verleden door een meer evenwichtige spreiding van de leerstof over alle tijdvakken heen. Ze vonden het niettemin gerechtvaardigd dat aan de contemporaine geschiedenis meer lesuren dan de klassieke en middeleeuwse geschiedenis werden besteed. Het aanleren van historische kennis kreeg opnieuw meer aandacht waarbij de belangstelling vooral uitging naar de eigen regionale, Belgische, Europese en westerse wereld.

Uit deze laatste periode kwam een paradox naar voor. Hoe meer het heden werd ingezet om de studie van het verleden precies meer ruimte te geven, hoe minder lesuren er aan het verleden werden besteed. Het verschil tussen maatschappelijke vorming en geschiedenis werd zo klein, oordeelde een onderwijsminister, dat geschiedenis even goed zou kunnen worden afgeschaft. Tijdens de hele naoorlogse periode was er voortdurend debat over welke verschijningsvormen van het heden aanvaardbaar waren. Sommigen promootten het beoordelen van het verleden vanuit het heden en een systematisch didactisch gebruik van het heden, terwijl voor anderen dit gebruik van het heden ontoelaatbaar was. Alle actoren en onderwijsnetten hadden doorheen de hele periode wel een continue en groeiende

aandacht voor het recente verleden als leerinhoud. Ook het maken van occasionele vergelijkingen tussen verleden en heden en de integratie van maatschappelijke doelstellingen bleken algemeen aanvaardbare gedaanten van het heden. Rond het bestaan van andere verschijningsvormen was er meer polemiek. Ook de actuele debatten rond de jaarlijkse schoolenquêtes, de Holocausteducatie en de implementatie van vakoverschrijdende eindtermen passen duidelijk in deze al oudere discussies.

LIESELOTTE LUYCKX

Soviet DPs for the Belgian mining industry (1944-1960): The daily struggle against Yalta of a forgotten minority?

European University Institute, Firenze, 2012.

Promotor : Heinz-Gerhard Haupt.

Wie een blik werpt op eerdere studies over Sovjet ontheemden (*displaced persons*) in Europa in de nasleep van de Tweede Wereldoorlog, komt tot de vaststelling dat het beleid ten aanzien van deze mensen al meermaals aan bod kwam. Uit deze studies is de evolutie waar te nemen van een beleid gericht op repatriëring tot uiteindelijk het verlenen van bescherming. Onderzoek daarentegen over deze ontheemden, later vluchtelingen genoemd, komen minder voor. In deze studie ligt de nadruk dan ook op de ontheemden die begin 1947 door de Internationale Vluchtelingenorganisatie in België hervestigd werden, meer bepaald door middel van hun rekrutering in ontheemdenkampen in Duitsland voor een tweejarig arbeidscontract in de Belgische mijnindustrie.

De voornaamste doelstelling van deze studie is om na te gaan hoe deze hervestigde

ontheemden zelf reageerden op het hervestigingsbeleid dat voor hen uitgestippeld was en de daaraan verbonden voorwaarden.

Hoewel mondelinge bronnen in studies waarbij het menselijk handelen in de geschiedenis centraal staat een voor de hand liggende keuze zijn, wordt er in het kader van dit onderzoek een beroep gedaan op administratieve bronnen. Concreet betreft het een steekproef van de persoonlijke dossiers van ontheemden zoals ze opgesteld werden bij hun aankomst in België door twee uiteenlopende instellingen : enerzijds de Dienst Vreemdelingenzaken die waakte over het belang van de Staat, en anderzijds de Belgische afdeling van de Internationale Vluchtelingenorganisatie die het belang van de ontheemden voorop stelde.

Uit de steekproef blijkt dat de gerekruteerde ontheemden verschillende strategieën ontwikkelden om aan het keurslijf, dat hen door de Belgische beleidsmakers was opgelegd, te ontdoen. Hoewel een tweede (overzeese) emigratie hierbij een overduidelijke voorkeur genoot, blijkt uit de steekproef dat toch ook een vrij grote groep zich permanent in België vestigde.

MATTHIAS MEIRLAEN

**Vlijt, voorzienigheid en vooruitgang.
Geschiedenis in het secundair
onderwijs in de Zuidelijke
Nederlanden, 1750 -1850**

KU Leuven, Onderzoekseenheid Geschiedenis, 2011.
Promotor : Kaat Wils; copromotor : Tom Verschaffel.

Dit proefschrift brengt het verhaal hoe geschiedenis aan het einde van de achttiende en het begin van de negentiende eeuw aan Zuid-Nederlandse colleges en pensionaten werd onderwezen. Het kwam tot stand met

een predoctorale beurs van het FWO. Het onderzoek werd verricht aan de onderzoeksgroep Cultuurgeschiedenis vanaf 1750 van de KU Leuven.

In de onderwijsgeschiedenis vormt de periode 1750-1850 een scharniermoment. Tijdens deze periode eigenden nationale autoriteiten zich overal in Europa de rol toe om grootschalige onderwijshervormingen door te voeren. De motieven achter deze hervormingen waren veelal dubbel. Enerzijds grepen nationale autoriteiten deze hervormingen om centralistische, machtspolitieke redenen aan. Door aan te sturen op uniforme curricula en reglementen wisten ze hun controle op zowel de kerkelijke als lokale bestuurders, die het grootste deel van het onderwijs in handen hadden, te vergroten. Anderzijds beriepen de centrale overheden zich op het onder het verlichtingsdenken populair geworden natuurrecht om hun hervormingen door te drukken. Volgens de in het politieke discours gangbare interpretatie van het natuurrecht was het de taak van de overheid om te zorgen voor het algemene belang en de welvaart van haar onderdanen. Halfweg de achttiende eeuw uitte deze visie zich in het beeld van de verlichte vorst die als 'goede huisvader' of 'landsmoeder' over het volk moest heersen. Samen met onder meer de armen- en ziekenzorg kwam het onderwijs hierdoor hoog op de politieke agenda.

Door de opeenvolgende militaire omwentelingen kreeg het onderwijs in de Zuidelijke Nederlanden tussen 1750 en 1850 achtereenvolgens een nieuwe invulling. Elk nieuw regime wilde vanuit de bovenvermelde motieven een stempel drukken op de onderwijsorganisatie. In tegenstelling tot bijvoor-

beeld in de Noordelijke Nederlanden, keken de hervormers hierbij vooral naar wat vanaf 1802 het ‘secundair onderwijs’ is gaan heten: de colleges en pensionaten. Het Oostenrijkse bestuur in 1777, de Franse revolutionairen in 1795, de Napoleontische autoriteiten in 1802, de Nederlandse regering in 1817 en de Belgische overheid in 1831 lieten zich allen met het secundair onderwijs in. Ze richtten staatscolleges op en schreven bovendien – met uitzondering van de Belgische unionisten in 1831 – officiële, nationale studieprogramma’s voor. Kenmerkend voor deze programma’s was dat ze steeds weer op zoek gingen naar een geschikte verhouding tussen de klassieke studies en nieuw in te richten eigentijdse vakken. Eén van deze nieuwe, eigentijdse vakken was geschiedenis. In dit proefschrift wordt nader onderzocht hoe geschiedenis een afzonderlijk schoolvak werd in de Zuidelijke Nederlanden, welke historische narratieven het vak voortbracht en hoe het verschillend onderwezen werd, afhankelijk van de veranderende politieke en/of lokale context. Hiertoe worden niet enkel vakgerelateerde bronnen gebruikt, zoals richtlijnen voor geschiedenisleraren, handboeken, examenprogramma’s of bewaarde schoolschriften. Een belangrijk uitgangspunt van dit proefschrift is dat de doelstellingen, narratieven en praktijken van het geschiedenisonderwijs mee beïnvloed werden door de ruimere verwachtingen ten aanzien van het hele curriculum, en het nut van de klassieke studies in het bijzonder. De creatie van geschiedenis tot schoolvak dient te worden verklaard vanuit een bredere contextualisering van de gevoerde debatten over onderwijs. Vandaar dat geleerde traktaten over onderwijs, politieke hervormingsplannen en allerlei documenten over organisatie en discipline in de colleges in de analyses betrokken worden.

Aan de hand van deze verscheidene bronnen wordt het geschiedenisonderwijs in dit proefschrift voorgesteld als een complexe wisselwerking tussen meerdere actoren. Nationale, kerkelijke en/of lokale beleidsmakers, verlichte denkers, handboekenauteurs, leraren, studiemeesters of prefecten, ouders en leerlingen waren allen op hun manier bij dit onderwijs betrokken. Om te onderzoeken hoe deze verschillende actoren aan het geschiedenisonderwijs vorm hebben gegeven, wordt voor een driedelige benaderingswijze gekozen. Ten eerste wordt vanuit een ideeënhistorische invalshoek gekeken naar het officiële discours over geschiedenis en onderwijs. In deze analyses gaat bijzondere aandacht naar hoe het politieke vertoog beïnvloed werd door de onderwijsopvattingen van verlichte denkers uit de tweede helft van de achttiende eeuw. Zo wordt de wijzigende visie van de autoriteiten ten aanzien van geschiedenis verklaard vanuit de verlichte debatten over het sociale nut van onderwijs. Vanuit een tweede benadering wordt vervolgens bestudeerd welke impact het veranderende discours op de geschiedverhalen in de handboeken had. Hiertoe worden de gebruikte handboeken vanuit een intertekstuele en narratieve invalshoek ontleed. De vraag aan de orde is welke transformaties de geschiedverhalen in hun geheel ondergingen en hoe zij zich verhielden ten aanzien van oudere geschiedenissen. Deze vraag maakt het juist mogelijk de traagheid van bepaalde evoluties in de verbeelding te begrijpen, of het feit dat sommige beleidsintenties slechts gedeeltelijk tot effectieve veranderingen in de leerboeken hebben geleid. Toch geven zowel het onderzoek naar de leerboeken als dat naar de wijzigende officiële vertogen weinig inzicht in hoe geschiedenis op een lokaal niveau

werd onderwezen. Vandaar dat vanuit een derde benadering de onderwijspraktijken door middel van zeldzaam bewaarde bronnen van individuele colleges, zoals examenprogramma's of schoolschriften, onder de aandacht worden gebracht. Hierbij wordt zowel een *top-down* als een *bottom-up* perspectief gehanteerd. Er wordt niet enkel onderzocht of en hoe de leraren omsprongen met de handboeken en officiële voorschriften in klas. Ook de vraag hoe hervormers en handboekenauteurs in hun beleid en tekstboeken inspeelden op de gebruiken van alledag, komt aan de orde.

Het proefschrift bestaat uit drie delen van telkens drie hoofdstukken. In het eerste en tweede deel komen achtereenvolgens het onderwijs tijdens het Oostenrijkse en het Franse revolutionaire bewind aan bod. Het derde deel bespreekt het Napoleontische en het Hollandse regime samen. In een epiloog wordt een blik geworpen op de verdere evolutie van het geschiedenisonderwijs na de Belgische onafhankelijkheid. Onder elk van deze regimes, zo wordt doorheen de hoofdstukken betoogd, onderging het geschiedenisonderwijs subtiele transformaties die te verklaren vallen vanuit vier spanningsvelden die gedurende de bestudeerde periode centraal stonden. Het eerste en meest fundamentele spanningsveld betreft de relatie tussen geschiedenis en Latijn. Tussen 1750 en 1850 werden de debatten over het curriculum van het secundair onderwijs in de Zuidelijke Nederlanden gedomineerd door de *Querelle des Anciens et des Modernes*. De aandacht ging veeleer naar het belang en nut van de klassieke studies op school, dan naar de plaats en functie van de nieuwe, moderne vakken. Hoewel geschiedenis hierdoor geen hoog punt op de onderwijsagenda was, had de

positiebepaling van de onderwijshervormers in de *Querelle* wel een grote impact op het geschiedenisonderwijs. Ze bepaalde of geschiedenis autonoom of (gedeeltelijk) via de vertaling van Latijnse teksten werd onderwezen. Omwille van het belang dat ze aan de klassieke redenaarskunst hechtten, stimuleerden de Oostenrijkse en Napoleontische hervormers bijvoorbeeld het gebruik van geschiedenis-handboeken die in het Latijn waren geschreven. In de dagelijkse praktijk, zo wordt aangetoond, gebruikten de leraren deze handboeken vaak op dezelfde manier als de klassieke Latijnse teksten. Eerst gaven ze de leerlingen de opdracht om luidop te lezen en te vertalen. Vervolgens dicteerden ze verduidelijkingen die de leerlingen moesten neerschrijven in hun schriften of in de marges van hun boek. Tijdens de Franse Revolutie, wanneer de nieuwe autoriteiten duidelijk braken met de *literae humaniores*, verdwenen dergelijke praktijken in de nieuwe centrale scholen.

Achter de keuze om geschiedenis al dan niet via de lectuur van klassieke teksten te laten plaatsvinden, gingen verschillende opvattingen over het nut van geschiedenis schuil. Dit is het tweede spanningsveld. Verlichte pedagogen, hervormers en leraren hadden verschillende visies op het nut van geschiedenis. Ze waren het doorgaans eens over het morele, exemplarische nut van geschiedenis. Maar daarnaast werden nog heel wat andere, verschillende voordelen aan de studie van geschiedenis toegekend. Zo moest het onderricht in geschiedenis voor een aangename ontspanning zorgen. Of het vak werd gebruikt voor het bijbrengen van feitenkennis, vaderlandsliefde, godsvrucht of een kritische ingesteldheid. Het is opvallend dat waar geschiedenis met Latijn werd

gecombineerd, de feitenkennis samen met de moraal de bovenhand haalde. In dat geval werden stichtelijke levensbeschrijvingen van grote politieke leiders in een chronologische orde gedichteerd. Maar tegen een dergelijk gebruik van geschiedenis kwam ook kritiek. Het hevigst was deze kritiek tijdens de Franse Revolutie. Voor de revolutionairen moest het geschiedenisonderwijs een ander doel dienen. Het moest leerlingen opleiden tot kritische, republikeinsgezinde burgers. Hiervoor moesten bijgeloof en vooroordelen worden ontmaskerd, causaliteit worden gezocht en algemene beschouwingen over de voortgang van de beschaving worden gemaakt.

Toch mogen de visies op het nut van het geschiedenisonderwijs niet worden herleid tot louter de tegenstelling tussen feitengerichtheid en kritisch denken. Vele leraren en hervormers toonden ook belangstelling voor geschiedenis ter verdediging van het katholieke geloof en/of ter versterking van het groeiend nationaal bewustzijn. Ook ontrent dit gebruik ontstonden spanningen. Het derde spanningsveld is dat van het christelijke narratief. Niet iedereen was het eens dat het geschiedenisonderricht religieuze doeleinden moest dienen. Voor de Franse revolutionairen gold de providentiële geschiedenis, die door de Oostenrijkse hervormers in 1777 op de nationale curricula was geplaatst, als de antithese van verlichte, kritische geschiedbeoefening. Verklaringen voor het verloop van de geschiedenis moesten volgens hen niet in het metafysische worden gezocht. Het kwam erop aan de waarheid te achterhalen door middel van kritische reflectie over oorzakelijke verbanden. Na de restauratie van 1815 werd de providentiële geschiedenis in aangepaste vorm opnieuw populair. Ze werd aangevuld tot aan de eigen tijd, met de mislukking van de Franse Revolutie als ultiem

godsbewijs. De ondertoon van deze nieuwe providentiële geschiedenis werd bovendien pathetischer, wat onder meer leidde tot een negatieve beeldvorming rond het zeventiende-eeuwse protestantisme. Tijdens het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden, wanneer niet-confessioneel onderricht een van de speerpunten van Willem I's unificatiepolitiek werd, veroorzaakte deze voorstelling nieuwe conflicten.

Het vierde en laatste spanningsveld is dat van het nationale project. De spanningen hieromtrent waren het minst hevig. De nationale geschiedenis werd op zich, als vorm van geschiedschrijving, nooit betwist. Onder elk van de regimes had vaderlandse geschiedenis op het programma gestaan. Telkens was het Belgisch-nationale verhaal, dat tijdens de Oostenrijkse periode was ingevoerd, dominant geweest. De regimewissels hadden hieromtrent niet tot een breuk geleid. Ook onder het Franse en het Hollandse bewind was de Belgisch-nationale geschiedenis in bepaalde scholen op het programma blijven staan. Toch verscheen ook de geschiedenis van de nieuw regerende natie geregeld op het programma. Beide nationale geschiedenissen, de Belgische en de Franse of Nederlandse, werden overigens vaak als compatibel gezien. De opvatting van Norbert Cornelissen, geschiedenisleraar aan de centrale school van Gent, was veelzeggend. Hij sprak over twee vaderlanden: het geboorteland en het adoptieve vaderland. Dat beide geschiedenissen konden worden verzoend, kwam doordat de Belgisch-nationale geschiedenis geen nationalistisch verhaal bracht. Ze riep niet op tot het samenvallen van natie en staat. Maar niet overal werden de twee soorten nationale geschiedenis effectief naast elkaar onderwezen. Tijdens het Napoleontische be-

stuur waren er scholen waar enkel Belgische of Franse geschiedenis werd onderricht. Zeker het onderricht van de Franse geschiedenis had hierbij soms (maar niet noodzakelijk) politieke doelen. Het diende ter verheerlijking van keizer Napoleon. De Algemeen-Nederlandse geschiedenis vond pas aan het einde van de jaren 1820 ingang in de colleges en athenea. In vergelijking met de geschiedenis van Frankrijk bracht zij een minder nationalistisch verhaal.

Het geschiedenisonderricht na de Belgische onafhankelijkheid bouwde verder op de structuren van voordien. Maar tegelijk werden verschillende van deze spanningen vanaf de jaren 1840 minder relevant. De nationale geschiedenis viel nu definitief samen met de geschiedenis van België. Vele scholen vervingen de providentiële geschiedenis door algemene beschavingsgeschiedenissen. Het ging vaak om geschiedenissen die weliswaar van katholieke inslag waren, maar die tegelijk meer ruimte lieten voor kritiek op kerkelijke misbruiken uit het verleden. En tot slot werd het onderricht van geschiedenis en Latijn aan steeds meer athenea en colleges ontkoppeld. Deze ontkoppeling gebeurde parallel met de introductie van "*sections professionnelles*". De door de staat gesubsidieerde scholen liepen hierbij voorop. Maar de schoolbesturen van vele katholieke scholen volgden gauw. Net voor deze beroepsgerichte afdelingen werd geschiedenisonderwijs in het Nederlands of het Frans voorgeschreven. In 1850 maakte de eerste Belgische onderwijswet deze professionele afdelingen zelfs verplicht aan alle van overheidswege gesubsidieerde scholen. Dit betekende een mentale breuk in de vanzelfsprekende band tussen geschiedenis en Latijn. Aan het denken in termen van verwantschap kwam een eind. Hoewel deze

wet niet voor katholieke scholen gold, leek de verzelfstandiging van geschiedenis tot schoolvak vanaf dan steeds meer een vol-dongen feit.

Het proefschrift zal in boekvorm worden uitgegeven bij Universitaire Pers Leuven. De publicatiedatum is voorzien voor 2014.

JORIS MERCELIS

**Leo H. Baekeland (1863-1944) as
Scientific Entrepreneur : A
Transatlantic Perspective on the
Science-Industry Nexus**

Universiteit Gent, Vakgroep Geschiedenis en Museum voor de Geschiedenis van de Wetenschappen, 2013.
Promotors : Christophe Verbruggen & Danny Segers.

In 1907 vond de Belgisch-Amerikaanse chemicus Leo Baekeland (1863-1944) het bakeliet uit, de eerste volledig synthetische kunststof. Een eeuw later vond het Baekelandjaar plaats aan de Universiteit Gent en kwam een gezamenlijk onderzoeksproject tot stand aan de Vakgroep Geschiedenis (Christophe Verbruggen en Jan Art) en het Museum voor de Geschiedenis van de Wetenschappen (Danny Segers).

Hieruit resulteerde een doctoraatsverhandeling die beoogt meer inzicht te geven in de verbanden tussen (natuur)wetenschap en industrie en hun onderlinge afhankelijkheidsrelatie. In de traditionele historiografie ter zake lag de klemtoon op het *directe* belang van (m.n. theoretische) wetenschappelijke kennis voor technologische innovatie en industriële ontwikkeling. *Indirecte*, ornamentele manieren waarop wetenschap mogelijk van economisch nut was bleven daarbij onderbelicht. Te denken valt aan de commerciële valorisatie van socio-culturele autoriteit. Wat de historische opkomst van industriële *research* &

development in de Verenigde Staten betreft, stelde de aandacht die historici besteedden aan de onafhankelijke onderzoekslaboratoria van grote industriële ondernemingen het aandeel van kleine bedrijven en van onafhankelijke uitvinders en wetenschapsondernemers in de schaduw. Ook de rol van technologische innovatie buiten het laboratorium werd miskend, net als de visies van de historische actoren op de samenhang tussen wetenschap en industrie. Ten slotte hanteerden studies over de historische betrekkingen tussen wetenschap en industrie in de VS vaak een haast exclusief Amerikaans referentiekader.

Uit de evoluerende verhouding tussen overheid, industrie en de academische wereld in de tweede helft van de twintigste eeuw zijn bovendien nieuwe onderzoeksvragen ontstaan. De meer (pro)actieve inspanningen van universiteiten om via technologietransfer op basis van formele intellectuele eigendomsrechten tot economische groei bij te dragen, hebben bijvoorbeeld geleid tot een bekommernis omtrent de “privatisering” van met overheidsmiddelen ondersteund academisch onderzoek. Dergelijke hedendaagse bezorgdheden droegen bij tot de opkomst van intellectuele eigendom, “wetenschappelijk ondernemerschap” (*scientific entrepreneurship*) en hiermee verbonden ethische kwesties als thema’s voor historisch onderzoek.

Deze drie thema’s, waarbij intellectuele eigendom een ruime invulling krijgt, vormen een rode draad doorheen de verhandeling. Het begrip “intellectuele eigendom,” dat onder meer patenten, handelsmerken en auteursrecht omvat, maakte opgang vanaf het midden van de negentiende eeuw. Deze studie analyseert onder andere hoe patentsystemen technologische innovatie, industriële ontwik-

keling en technologietransfer hebben gestimuleerd en tegengewerkt. Vernieuwend is dat stellingnamen omtrent het economische belang van wetenschappelijke ontdekkingen en onderzoek eveneens beschouwd worden als een specifieke vorm van intellectuele eigendomsclaims. Verder knoopt het werk aan bij een recente onderzoekstendens om ook aandacht te schenken aan het ondernemerschap van natuurwetenschappers en de impact daarvan op hun wetenschappelijke carrière. Het belichten van de institutionele en morele context waarbinnen ze opereerden is daarbij cruciaal. Dat sluit aan bij de laatste invalshoek, namelijk die van de wetenschapsethiek. Hier stelt zich onder meer de vraag hoe idealen met betrekking tot wetenschappelijke belangeloosheid en het delen van kennis evolueerden onder invloed van de gedeeltelijke incorporatie van wetenschap in een systeem van industrieel kapitalisme dat steeds meer steunde op kennis.

De visies van de protagonist van deze verhandeling, Leo Baekeland, op de directe economische bruikbaarheid van wetenschap vormen zowel een referentiepunt als een onderzoeksonderwerp van het proefschrift. Hoewel de successen van deze uitvinder van bakeliet en het fotopapier Velox genoegzaam bekend zijn, werd in eerder onderzoek over Baekeland en bakeliet slechts beperkt ingegaan op de wisselwerking tussen wetenschap en industrie die zijn loopbaan typeerde. Studies over andere wetenschappers toonden reeds de vele mogelijkheden aan van het combineren van een biografische invalshoek met een bredere argumentatie over innovatie, uitvindingen en wetenschappelijke ontdekkingen. Ook deze verhandeling wisselt chronologische met thematische en

analytische criteria af. Door de focus op intellectuele eigendom, wetenschappelijk ondernemerschap en wetenschapsethiek kan ze niet worden gezien als een exhaustieve biografie.

Baekelands beweringen en observaties verruimen het historische begrip van de relatie tussen wetenschap en industrie. Hij had bijvoorbeeld een uitgesproken mening over het onderscheid tussen “exacte” en “speculatieve” wetenschappelijke kennis en maakte meermaals de vergelijking tussen academische en industriële wetenschap. Minstens even belangrijk is dat deze studie nieuw terrein betreedt door wetenschaps-industriërelaties te bestuderen door een transnationale lens. Het leven van deze Belgische chemicus was bij uitstek transnationaal; hij trok de Atlantische Oceaan over als migrant-ondernemer en vond geleidelijk zijn weg in de Amerikaanse samenleving. Tegelijkertijd richtte hij zich sterk op Duitse kennisintensieve industrieën als de synthetische verfstofindustrie en behield hij contacten met Europese chemici en industriëlen. Maar ook bij het behandelen van minder persoonsgebonden thema’s, zoals de opkomst van een transnationale technologische ruimte vanaf 1870 en de uitdagingen die het beheren van patenten binnen deze ruimte met zich meebrachten, wordt het nationale perspectief overstegen. Dat geldt eveneens voor de analyse van de ontwikkeling van het moderne *sales management*, toegepast op de strategieën van de Amerikaanse bakeliëtbedrijven.

De verhandeling valt uiteen in twee delen. Het eerste deel vangt aan met een studie van de literatuur rond de relatie tussen wetenschap en industrie, met inbegrip van een duiding van het concept “technologie”.

Na dit inleidende hoofdstuk wordt Baekelands carrière tot aan de overname van zijn fotochemische bedrijf *Nepera* in 1899 behandeld. Ook komt aan bod hoe de scheikundige stilaan zijn plaats vond binnen het Amerikaanse techno-wetenschappelijke establishment, culminerend in zijn verkiezing tot lid van de *National Academy of Sciences* in 1935. Hierbij wordt stilgestaan bij Baekelands maatschappelijke en opleidingsachtergrond en welke voor- en nadelen deze voorgeschiedenis met zich meebracht bij zijn vroege ondernemingen in de Belgische en Amerikaanse fotografische industrie (hoofdstukken 2 en 3). Het vierde hoofdstuk gaat in op Baekelands motieven om het fotopapier *Velox* niet te patenteren. Tot slot wordt in het vijfde hoofdstuk de morele context geschetst waarbinnen deze man, een praktisch ingestelde uitvinder-ondernemer, in wetenschappelijke kringen een vooraanstaand figuur werd. De samenwerking tussen Baekeland en bakeliët wordt belicht in de tweede helft van de studie. Concreet worden eerst Baekelands binnen- en buitenlandse strategieën om bakeliët te patenteren onderzocht. Deze inspanningen worden in verband gebracht met zijn engagement om het Amerikaanse patentsysteem te hervormen (hoofdstuk 6). Het zevende hoofdstuk contrasteert Baekelands nadrukkelijke voorkeur voor industriële en technische toepassingen van bakeliët met zijn strategische beslissingen als bedrijfsleider. Vervolgens biedt hoofdstuk acht een analyse van Baekelands motieven om deel te nemen aan de vroege theoretische discussie met betrekking tot de moleculaire structuren van synthetische fenolharsen zoals bakeliët. Het negende hoofdstuk, ten slotte, analyseert de investeringen van de Amerikaanse *General Bakelite Co.* en *Bakelite Corporation* in

onderzoek en ontwikkeling, hun technisch georiënteerde verkoopbeleid en hun verloningsbeleid voor hun wetenschappelijk geschoold personeel, en dat vanuit een trans-Atlantisch oogpunt.

De belangrijkste bevindingen kunnen worden onderverdeeld op basis van de drie centrale thema's en het trans-Atlantische perspectief. Die transnationale invalshoek heeft in de eerste plaats nieuwe feiten over en inzichten in Baekelands carrière opgeleverd. De studie toont bijvoorbeeld dat Baekelands vertrek naar Amerika in 1889 moet worden geïnterpreteerd in samenhang met het falen van zijn eerste onderneming in België. Ten tweede maakt deze benadering goed duidelijk dat Amerikaanse uitvinder-ondernemers zoals Baekeland opereerden binnen een transnationale technologische ruimte. Voor scheikundigen gold Duitsland daarbij als het referentiepunt bij uitstek, maar ook binnenlandse Amerikaanse ontwikkelingen op vlak van kennisintensieve industrie mogen zeker niet over het hoofd worden gezien. Met betrekking tot wetenschappelijk ondernemerschap bevestigt dit onderzoek dat dit geenszins een nieuw fenomeen betreft. Het maakt ook het belang van commerciële ervaring duidelijk en legt Baekelands motieven bloot. Wat wetenschapsethiek betreft, kan worden geconcludeerd dat Baekelands wetenschappelijk ondernemerschap relatief onomstreden was. Toch bleef de scheikundige, die geregeld provocatief uit de hoek kwam, niet onbesproken. Dat blijkt bijvoorbeeld uit de weerstand tegen zijn opname in de *Academy of Sciences*. Tot slot demonstreert de verhandeling het cruciale belang van eigendomsrechten op innovatieve kennis voor het verloop van Baekelands carrière. Daarbij wordt enerzijds een kritische noot

geplaatst bij recente lofbetuigingen voor het Amerikaanse octrooisysteem. Anderzijds bevestigt het onderzoek dat het zinvol is om academisch-wetenschappelijke en industrieel-technologische vormen van intellectuele eigendom van elkaar te onderscheiden.

SAARTJE VANDEN BORRE

Vreemden op vertrouwd terrein. Het sociaal-culturele leven en de integratie van Belgische migranten in Noord-Frankrijk (1850-1914)

KU Leuven Kulak, geschiedenis, 2012. Promotor : Tom Verschaffel; copromotoren : Lieven D'hulst & Marc Depaepe.

Het Centrum voor de Historische Studie van Interculturele Relaties aan Kulak Kortrijk verenigt onderzoekers uit de cultuurgeschiedenis, de comparatieve literatuur en de historische pedagogiek. De interdisciplinaire kruisbestuiving verrijkt en verdiept het onderzoek dat binnen het CHIR wordt gevoerd. Tussen 2007 en 2012 liep het project "Interculturele identiteiten in grensregio's. Belgische migranten in Noord-Frankrijk (1850-1914)". Dit project genereerde drie doctoraten, één binnen de comparatieve literatuur, één binnen de historische pedagogiek en één binnen de cultuurgeschiedenis. Het historische onderzoek stond onder leiding van Tom Verschaffel. Lieven D'hulst en Marc Depaepe traden op als copromotoren.

Hoewel België zichzelf in de negentiende eeuw profileerde als industriële koploper van het Europese vasteland, leverde een groot deel van de bevolking dagelijks strijd met de miserabele levensomstandigheden in de stad en op het platteland. In de zoektocht naar nieuwe inkomensmogelijkheden vormde tijdelijke of permanente migratie naar industriële centra in Wallonië en Noord-

Frankrijk een reële strategie. Inwijking in Noord-Frankrijk was geen nieuw fenomeen, maar het nam in de loop van de negentiende eeuw wel ongeziene proporties aan. Tien-duizenden Belgische migranten vestigden zich in de regio. Op de arbeidsmarkt vormde de aanwezigheid van zoveel Belgische werkrachten een zegen voor de ondernemers en een vloek voor de arbeidersklasse. De onderlinge concurrentie tussen de Franse en buitenlandse werkrachten hield de lonen laag en creëerde frustraties en spanningen tussen beide groepen. Hoewel nakomelingen van Belgische migranten opgroeiden met hun Franse leeftijdsgenoten, hielden zij bewust vast aan de Belgische nationaliteit om op die manier de Franse dienstplicht te ontwijken. Ondernemers ervoeren dit als een voordeel, aangezien de migranten een continue arbeid garandeerden.

Sinds de publicatie van Gérard Noiriels *Creuset français* in 1988 genieten historische migratiestromen, waaronder die vanuit België naar Frankrijk, een hernieuwde aandacht. Tot nu toe heeft het onderzoek zich vooral toegespitst op de meetbare demografische en economische aspecten van de Belgische migrantengroep in Noord-Frankrijk. Diepgaand onderzoek naar de sociaal-culturele integratie van Belgische migranten in de regio is nog nauwelijks gedaan, wat de meeste onderzoekers niet heeft belet er wel een mening over te formuleren. Sommigen waren van oordeel dat Belgische migranten weinig of geen moeite hadden om zich sociaal-cultureel aan te passen aan hun nieuwe omgeving, omdat deze 'cultureel' gelijk zouden zijn aan het land van herkomst. Anderen plaatsten het integratieparcours van Belgische migranten in een modeltraject dat wordt toegepast op vele mondiale migratiestromen : van aanvankelijke

tegenstand door de lokale bevolking en afzondering door de migrantengroep zelf zou men evolueren tot een volledige integratie in het gastland. In beide benaderingen worden bevindingen uit ander migratieonderzoek op ongenueanceerde wijze toegepast op de situatie van de Belgen in Noord-Frankrijk in de negentiende eeuw.

Wij onderzochten het verloop van de sociaal-culturele integratie van Belgische migranten in de regio Rijsel-Roubaix-Tourcoing. Bij gebrek aan mondelinge, private bronnen uit de negentiende eeuw trachtten we het sociaal-culturele leven van Belgische migranten te reconstrueren met behulp van officiële en semiofficiële bronnen. Daarin onderscheidde we drie grote bronnengroepen. In eerste instantie spoorden we alle erkende verenigingen in de steden Rijsel en Roubaix op. De statuten en ledenlijsten die zij voorlegden aan de autoriteiten informeerden ons over de eventuele aanwezigheid van Belgische migranten in het officiële verenigingsleven. Verenigingen waren pas verplicht zich officieel te laten registreren wanneer ze (meer dan) twintig leden telden, zodat heel wat 'feitelijke' verenigingen in de archieven geen sporen hebben nagelaten. Een aantal van deze verenigingen leerden we kennen via hun liedproductie op carnaval en halfvasten. Arbeidersverenigingen creëerden ter gelegenheid van traditionele feesten en stoeten speciale liederen waarvan zij de tekst op straat verkochten. De liederen behandelden bekende *topoi* als zeurende vrouwen of buitensporig cafébezoek, maar vaak haalden de zangers ook politieke en economische thema's aan, zoals het socialisme, de dienstplicht, of de concurrentie van vreemdelingen op de arbeidsvloer. Ten slotte voerden we een uitgebreid onderzoek

uit naar Noord-Franse en Belgische kranten-berichtgeving. De grote ideologische strekkingen werden zoveel mogelijk afgedekt. Het krantenonderzoek maakte duidelijk welke invloed de gevestigde publieke opinie uitoefende op de arbeidersbevolking.

In de tweede helft van de negentiende eeuw verspreidde een nieuwe vorm van verenigingsorganisatie, de genootschappelijkheid, zich onder de Europese burgerij. Sociaal bekommerde burgers richtten spaarkassen, zang- en muziekverenigingen op voor de lagere bevolkingsklassen. De Franse overheid tolereerde deze 'moderne' verenigingen, zodat deze vorm van sociabiliteit razendsnel werd toegeëigend door de arbeidersklasse zelf. Ook in Noord-Frankrijk ontstonden clubs rond gedeelde interesses en activiteiten, zoals het bolspel, vinkenzetting, of kaarten. Deze clubs waren enkel toegankelijk voor mannen, en maakten geen onderscheid tussen hun leden op basis van nationaliteit. Tegen het einde van de negentiende eeuw was het lokale sociaal-culturele leven in de Rijselse regio gemengd Frans-Belgisch, niettegenstaande de concurrentie tussen beide nationaliteiten op de werkvloer.

In het laatste kwart van de negentiende eeuw bevestigde de natiestaat zijn belang in het dagelijkse leven van de bevolking. Parijs trok een duidelijke scheidslijn tussen burgers en vreemdelingen. In 1888 werden niet-Franse arbeiders verplicht zich te registreren op het stadhuis van hun woonplaats. De administratieve kost die met deze registratie gepaard ging, werd algemeen beschouwd als een indirecte taks op vreemdelingen. Ondanks hun lange vestiging in de regio, hun integratie in de lokale maatschappij via het sociaal-culturele leven en hun eigen

gevoel van vertrouwdheid met het terrein, beschouwde Parijs Belgische migranten officieel als vreemdelingen. Opvallend genoeg kregen hun nakomelingen in 1889 verplicht de Franse nationaliteit toegekend. Meteen was ook de dienstplichtdiscussie opgelost: nakomelingen van vreemdelingen werden op slag Frans en hoorden dus de militaire dienst te vervullen.

Belgische eerstegeneratiemigranten, geboren op niet-Franse bodem, zagen de steeds striktere scheiding tussen Fransen en vreemdelingen met lede ogen aan. Velen onder hen oordeelden dat de Belgische nationaliteit aanhouden (financieel) niet langer interessant was en wilden de Franse nationaliteit aannemen. Maar daarvoor moesten zij een dure naturalisatieprocedure opstarten. Heel wat Belgen ervoeren deze maatregel als zeer oneerlijk: zij waren immers al lange tijd in de regio gevestigd, en bovendien ook goed geïntegreerd in het lokale leven. De Belgische migrantengemeenschap van Rijsel maakte haar mening kenbaar op een manifestatie in 1889. Ook ontstonden er belangengroepen die ijverden voor een erkenning van de 'rechtmatige' plaats van de Belgische gemeenschap in de Noord-Franse maatschappij. De initiatieven bleken tevergeefs: Parijs was niet te vermurwen.

Op basis van ons onderzoek kunnen we tot op zekere hoogte bevestigden dat de integratie van Belgische migranten in Noord-Frankrijk in de tweede helft van de negentiende eeuw relatief vlot is verlopen. Toch willen we enkele belangrijke nuances aan deze bewering toevoegen.

Integratie in Frankrijk, en in de 'Franse cultuur', hoort in de eerste plaats te worden begrepen

als een integratie in een lokale maatschappij die juist werd gekenmerkt door de grote aanwezigheid van Belgische migranten, en door de nabijheid van België en de Frans-Belgische grens. Belgische migranten werden niet gemakkelijk ‘Fransen’, maar vonden wel zonder al te veel problemen een plaats in een lokale, *Franco-Belgische* gemeenschap. Het verenigingsleven speelde een vitale rol in deze integratiedynamiek. De opname van die zelfde migranten *in de Franse natie* was veel minder evident en werd in de laatste decennia van de negentiende eeuw, door toedoen van de centrale overheid, in toenemende mate geproblematiseerd. De thematisering van nationaliteit, integratie en migranten in het publieke, Noord-Franse discours was daar een gevolg van. In antwoord op deze evolutie bepaalden Belgische migranten hun positie en loyauteit ten aanzien van Frankrijk én België. De Belgische aanwezigheid in Frankrijk verloor haar vanzelfsprekendheid. Rond de eeuwwisseling waren Belgische migranten vreemdelingen in een sociaal-cultureel veld dat hen eigenlijk al decennialang vertrouwd was.

Vreemden op vertrouwd terrein. Het sociaal-culturele leven en de integratie van Belgische migranten in Noord-Frankrijk (1850-1914) verscheen in november 2012 bij Academia Press Gent.

JACQUES VANDENBROUCKE
La Position fortifiée de Namur en mai 1940. De Brialmont à la Campagne des 18 jours (1888-1940)

UCL, Faculté de philosophie, arts et lettres, 2013.
 Promoteur : Michel Dumoulin.

En 1930, seize ans à peine après 1914, le ministère de la Défense nationale belge

éditait un volumineux ouvrage consacré à la *“Défense de la Position fortifiée de Namur en août 1914”*. Par contre, à l’entame de cette recherche, 56 ans après la *“Campagne des 18 jours”* de mai 1940, le rôle joué par Namur n’avait toujours pas suscité d’étude historique d’ensemble. Seuls avaient été publiés des témoignages d’anciens combattants au sein de revues locales, des monographies succinctes par les amicales des forts et des articles bien documentés dans la presse namuroise. Basée pour la première fois sur l’analyse systématique des archives publiques belges, françaises et allemandes, sur des sources privées et iconographiques inédites (les archives du général Deffontaine) et sur plus de 300 témoignages oraux, cette thèse décrit en détails la défense de la PFN en 1940.

Au sortir de la Grande Guerre, le système défensif belge hérité de Brialmont ayant fait la preuve de son inefficacité, la démilitarisation des forts de la Meuse est planifiée (la PFN est supprimée en 1924). Mais sous l’impulsion du général Galet, les autorités militaires s’accordent finalement pour restaurer les ouvrages anciens en remédiant aux défauts de 1914. La Chambre ayant voté les crédits nécessaires en 1931, les forts sont modernisés selon quelques grands principes : nouvel armement et renforcement des cuirassements, amélioration de la ventilation et des transmissions, augmentation des postes d’observation. Verrou méridional de la position destinée à briser l’offensive ennemie au centre de la Belgique, la PFN sera dotée d’une garnison importante par la constitution en 1939 du VII^e corps d’armée commandé par le lieutenant-général Deffontaine, ancien n° 2 de l’état-major général (Régiment de forteresse de Namur, 8^e division d’infanterie et 2^e division de Chasseurs ardennais).

Après avoir explicité l'organisation défensive de la PFN, la thèse aborde l'instruction des cadres et des soldats au sein des compagnies-écoles d'infanterie et de la batterie-école d'artillerie de Suarlée, la vie quotidienne sur le terrain des fantassins des troupes d'intervalles et des artilleurs des forts durant la 'drôle de guerre' rythmée par les alertes successives : au fort et en cantonnement, à l'état-major, chez l'habitant, dans les abris, le système D, les travaux militaires, le moral de "ceux qui veillent", les activités culturelles et sportives, les aléas de la météorologie, Noël 1939 et les congés, les cérémonies, l'espionnage aiguë... Sont passées en revue les étapes majeures qui conduisent à la conflagration de 1940 : les grandes manœuvres de la PFN en 1937, le PPR. de 1938, la mise sur pied de guerre progressive de la PFN en avril-mai 1940. Durant la mobilisation, la PFN prendra l'allure d'un camp retranché ceinturé de tranchées, de barbelés, d'abris bétonnés. Le caractère particulier de la "douce nuit" du 9 au 10 mai 1940 est analysé : le rétablissement des permissions (l'éclaircie avant la tempête), l'alerte générale (alerte réelle ou exercice ?), la réaction du VII^e corps d'armée, les postes de combat...

Le 10 mai, le *Reich* envahit la Belgique et Namur assiste à la montée en ligne des éléments français dans le cadre de la "manœuvre Dyle" : au Nord la 1^{re} armée Blanchard et la 2^e division légère mécanique du corps de cavalerie Prioux, au Sud la 9^e armée Corap. En 1940, la défense de la PFN se répartit en deux phases d'inégale longueur : du 10 au 15 mai, elle attend le choc de l'ennemi; à partir du 15 mai, par suite de la retraite des troupes d'infanterie, les forts, livrés à eux-mêmes, ont ordre de résister à outrance. Le 12 mai constitue une date charnière symbolisée par

de nombreux événements : le bombardement aérien de Namur, l'exode massif de la population, l'incendie des baraquements des forts, le funeste rassemblement des Chasseurs ardennais à Temploux, le départ du gouverneur Bovesse pour Florennes, le passage du VII^e corps d'armée belge sous l'autorité du général français Altmayer. Le 13 mai, les Allemands franchissent la Meuse à Houx provoquant à terme l'effondrement de la 9^e armée obligeant les troupes franco-belges à abandonner la PFN le 15 mai et à se diriger vers les Flandres. Dans le même temps, des divisions allemandes "testent" la périphérie de la PFN. Les premiers forts à subir le feu de la 269^e infanterie-division seront ceux de la PFN Nord, à savoir Marchovelette et Suarlée. Quant aux forts du Sud et de l'Entre-Sambre-et-Meuse, ils affronteront la 211^e infanterie-division du général Renner. Durant ces combats, la solidarité jouera autant que possible entre les ouvrages namurois. Démantelés progressivement par les bombardements de l'aviation et de l'artillerie, privés peu à peu de leurs moyens de défense, à court de munitions, plongés dans une atmosphère irrespirable par suite des défaillances du système de ventilation, les forts devront se résigner à mettre bas les armes. Le fort de Dave se rendra le dernier, le 24 mai, le premier à cesser le feu étant Marchovelette le 18 mai. La garnison des forts prendra alors la direction des *Stalags* et *Oflags*.

Les conclusions portent sur les points suivants : Quelle était jusqu'aujourd'hui la place réservée à la PFN et à la résistance des forts dans l'historiographie sur la Campagne des 18 jours ? Le 10 mai 1940, comment fut reçu l'ordre d'alerte ? La PFN était-elle prête ? Quelles furent les relations militaires franco-belges à Namur du 10 au 15 mai 1940 ?

Existe-t-il des similitudes ou des différences entre août 1914 et mai 1940 ? Quelles furent les conséquences de la retraite du 15 mai ? Comment s'effectua la chute des forts ? Pourquoi et comment le gouverneur Bovesse quitta-t-il Namur le 12 mai 1940 ? Quelle était la mentalité du soldat belge à Namur en 1939-1940 ? La PFN résista-t-elle à outrance au regard des conclusions de la Commission des Forts de 1946-1947 ?

JAN VAN DE POEL

Tussen participatie en representatie. Contextuele en structurele dimensies van de Vlaamse derde wereldbeweging (1955-2000)

Vrije Universiteit Brussel, Vakgroep Geschiedenis, 2012. Promotor : G. Vanthemsche.

I. Onderzoeksofzet en methodologie¹

Dit onderzoek naar het ontstaan en de ontwikkeling van de derde wereldbeweging in Vlaanderen ziet de niet-gouvernementele organisaties voor ontwikkelingssamenwerking (ngo's) in essentie als de emanatie van sociale beweging. Als sociale bewegingsorganisaties geven de ngo's vorm aan een maatschappelijk alternatief, zowel ideologisch, organisatorisch als op vlak van de sociale praktijk. De centrale vraag luidt of en op welke manier ngo's een sociale beweging blijven waarin de principes van de participatieve democratie in de praktijk worden gebracht. Aan de hand van een vergelijkende analyse van 7 Vlaamse ngo's (Broederlijk Delen, NCOS-11.11.11, Wereldsolidariteit, fos, Oxfam-Wereldwinkels, Vredeseilanden en Coopibo – beiden ondertussen gefusioneerd) gaat dit onderzoek na hoe ngo's zich wapenen tegen bureaucratiserende processen en op welke voorwaarden dat succes kan hebben.

De analyse is gebaseerd op oorspronkelijk bronnenmateriaal van de organisaties zelf die in de meeste gevallen nog steeds actief zijn. Naast de 'officiële' documenten van instanties als raad van bestuur, algemene vergadering, directiecomités, werkgroepen en secretariaten, werd ook beroep gedaan op meer informele bronnen (correspondenties, werknota's met officieus statuut, persoonlijke memo's, etc.) en periodieke publicaties vanuit de ngo's. Dat materiaal werd aangevuld met 'afgeleide' archieven van organisaties en personen die vanuit hun betrokkenheid met de ngo's bepaalde bronnen(reeksen) hebben bewaard. Het diplomatiek archief van het federale ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en van Coprogram (de federatie van Vlaamse ngo's) bood inzicht in de strategische en institutionele relaties tussen staat en ngo's. To slot werd het bronnen corpus gecomplementeerd met een reeks semigestructureerde interviews met sleutelfiguren binnen de sector en de betrokken organisaties.

Dit onderzoek had ook een uitgesproken theoretische ambitie in het snijvlak van sociale bewegingstudie en organisatiesociologie. Dit leidde tot een uitgebreide analyse van de theoretische literatuur in beide terreinen, naast wetenschappelijke studies m.b.t. ontwikkelingsdenken en ontwikkelingssamenwerking, naoorlogse politieke en socio-economische ontwikkeling in België en empirische werken over ngo's en andere sociale bewegingsorganisaties.

II. Hypothese

Organisaties worden vaak omschreven als de oorsprong van alle sociale kwaad, als

1. Onderzoek uitgevoerd dankzij de steun van het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (mandaat aspirant FWO).

de nemesis van de menselijke spontaniteit en creativiteit. Er zou sprake zijn van een noodlottige evolutie van alle organisaties naar oligarchische, versteende en bureaucratische structuren. Vele organisaties in nieuwe sociale bewegingen, zoals de derde wereldbeweging, willen een uitweg bieden uit die oligarchieval en een participatieve democratie in stand houden. Dat is beslist geen makkelijke oefening omdat doelstellingen en beslissingen complexer worden, steeds meer kennis en capaciteit vereisen, externe belangen spelen. Kortom, de context van deze organisatie vormt een sterke druk om zich in bureaucratische zin te conformeren.

Dat proces kan begrepen worden als een conflict tussen twee organisatorische ideaaltypes; het democratische en bureaucratische type. De centrale assumptie van dit onderzoek is dat verschuivingen tussen beide ideaaltypes kunnen begrepen worden als transformaties in functie van naar binnen gerichte participatieve en naar buiten gerichte representatieve doelstellingen. Die transformaties worden bepaald door zowel contextuele als structurele dimensies. De contextuele dimensies verwijzen naar de maatschappelijke structuren en actoren die zich buiten de organisaties bevinden en de ngo's een zekere legitimiteit verlenen, terwijl de structurele dimensies naar de relaties tussen de actoren binnen de organisatie verwijzen. De centrale vraag dan wordt onder welke voorwaarden sociale bewegingsorganisaties de deliberatie van en door leden kunnen verzekeren en participatie behouden? Of nog anders: hoe blijven organisaties in de buurt van dat democratisch ideaaltype?

De kern van mijn argument is dat ngo's niet noodzakelijk op mechanistische wijze streven

naar de meest 'efficiënte', formeel-rationele organisatievorm. Ngo's trachten zich net tegen een exclusief rationeel-bureaucratische logica te verdedigen. Het succes van die mechanismen is volgens mij afhankelijk van de wijze waarop een evenwicht tussen participatieve (*vis-à-vis* leden en achterban) en representatieve (*vis-à-vis* omringende maatschappelijke structuren) functies wordt bereikt. Op basis van dit onderzoek heb ik getracht een aantal factoren bloot te leggen die dat evenwicht mee bepalen: een brede maar doelgerichte en selectieve relatie met achterban en publieke opinie, een coöperatieve maar complementaire relatie met de overheid en de kanalisering van het interne organisatorische conflict in functie van de 'genetische code' van de organisatie.

III. Onderzoekresultaten

Een eerste deel van het proefschrift biedt een meer algemene analyse van de Vlaamse derde wereldbeweging tegen de achtergrond van de belangrijkste mutaties in de Belgische socio-economische geschiedenis en de evolutie van de dominante paradigmata in het ontwikkelingsdenken. Ons onderzoek plaatst de beweging nadrukkelijk binnen een systeem van private hulpverlening aan 'ontwikkelingslanden' zoals dat sinds het einde van de jaren 1950 in België en de meeste geïndustrialiseerde landen tot stand is gekomen. De derde wereldbeweging groeide de laatste decennia uit tot een institutioneel veld met uitgebreide interacties met staat, markt en andere sectoren van het maatschappelijk middenveld. Dat veld ontwikkelde eigen spelregels en 'wetten' die bepalend zijn voor die interactiepatronen en sterk verband houden met nationale (secularisering, verzuiling en ontzuiling) en

transnationale institutionele transformaties (dekolonisatie, de Oost-West tegenstellingen, politieke ontvoogding van het 'globale Zuiden').

De belangrijkste conclusies van dit proefschrift hebben betrekking op de contextuele en structurele dimensies van het organisatorische leven van ngo's.

(1) De groei van een organisatie kan begrepen worden als de mate waarin de organisatie erin slaagt diverse hulpbronnen te mobiliseren. De groei van de onderzochte ngo's vertoont het voorspelde S-vormige patroon : een sterke groei in aanvang wordt gevolgd door een periode van stagnatie en consolidering, waarna opnieuw een sterke groei volgt die alweer stagneert. Dat patroon hangt sterk samen met de maatschappelijke context. In de jaren 1970 werd de sterke groei van de derde wereldbeweging in de hand gewerkt door het tiersmondisme waarbij ook de interesse voor de derde wereld bij de groeiende studentenbeweging en alternatieve politieke bewegingen aanwakkerde. Het anti-tiersmondisme van de jaren 1980 stelde dat de oorzaken voor het ontwikkelingsprobleem zich in het Zuiden zelf situeerden en zorgde voor stagnatie. Vanaf het einde van de jaren 1980 erkende de overheid de 'comparatieve voordelen' van de ngo's en compenseerde de dalende inkomsten. Niettemin blijft de wijze waarop hulpbronnen worden gemobiliseerd fundamenteel ongewijzigd, vaak in functie van de geloofwaardigheid van de organisatie. Eerder dan een 'maximalisering', streven ngo's een 'optimalisering' van de hulpmiddelenstroom na.

(2) Het probleem van leden- en achterbanparticipatie stelt zich voor verschillende organisaties op verschillende manieren. In homogene organisaties wordt participatie weinig geproblematiseerd en merken we een versterking van de uitvoerende beheersorganen. Heterogene organisaties trachten participaties stapsgewijs te versterken door in te grijpen op het niveau van het beheer en beleid. In eerste instantie wordt de identificatie tussen beheer en beleid versterkt door het representatief karakter van de structuren te verhogen (verhoging aantal leden in algemene vergadering en beheerraad, versterken van specifieke groepen, etc.). Vervolgens worden nieuwe structurelementen ingeschoven, zoals werkgroepen met een raadgevende functie, raden met een gedelegeerde bevoegdheid, etc. Daarbij is bij bepaalde organisaties ook ruimte voor alternatieve en innovatieve modellen. Die modellen oogsten succes omdat ze zijn aangepast aan de behoeftes, kennis en vaardigheden van participanten en realistische verwachting van de impact voorop stellen. Blijvend struikelblok voor de meeste ngo's is zowel de inhoud als de organisatie van de informatiestroom die doorheen de organisaties stroomt. De onderzochte organisaties blijven een maximalistische invulling toepassen: alle informatie naar overal. Dat veroorzaakt een zekere inertie, maar tegelijkertijd lijkt dat net een garantie voor het behoud van de participatieve functies. Democratie is dan ook inderdaad een 'eindelooze vergadering'².

(3) Sinds de jaren 1960 – en niet zoals vaak aangenomen sinds de jaren 1980 – werden de relaties tussen staat en ngo's intenser. De ontwikkeling van die relatie hing nauw samen

2. We parafaseren het werk van Francesca Poletta. Zie FRANCESCA POLETTA, *Freedom is an endless meeting : Democracy in American social movements*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

met het vacuüm in de ‘overzeese gebieden’ na de dekolonisatie. De ngo’s gingen dat vacuüm invullen wat de staat eigenlijk goed uitkwam. In de aard van die relaties zit een duidelijke evolutie van confrontatie (verschillende strategische opties én doelstellingen) naar complementariteit (gelijklopende doelstellingen, maar verschillende strategische opties)³. Uiteindelijk resulteerde die toenadering in een contractuele relatie tussen de overheid en ngo’s en de vorming van een corporatistisch systeem met eigen regels, codes, protocollen en instellingen zoals federaties, paritaire commissies en een eigen bureaucratie. Dat proces ging ook gepaard met een grotere afhankelijkheid van publieke middelen, hoewel een aantal organisaties om verschillende redenen een sterke onafhankelijkheid (kunnen) behouden. Toch leidde dat proces niet noodzakelijk tot een afkalving van de participatieve functies. Homogene organisaties, zoals het fos en Wereldsolidariteit, de ngo’s van respectievelijk de socialistische en christelijke arbeidersbeweging, werden in de armen van de overheid gedreven omwille van afstotingsverschijnselen van de respectievelijke politieke vaderbewegingen, de ontzuiling en een onaangepastheid van hun verhaal aan de transformatie in de publieke opinie. Voor een stuk werden zij uitvoerende agentschappen. Heterogene organisaties reageerden dubbelzinniger. Ze gingen wel dicht bij de overheid aanleunen maar creëerden ook parallelle circuits om de eigenheid te behouden. Het systeem creëerde tegelijkertijd ook enorme kansen voor die ngo’s. De relatieve zekerheid en voorspelbaarheid van overheidsfinanciering maakte dat aan organisatorische uitbouw kon gewerkt worden. Heterogene campagne-ngo’s

hadden ook de keuze trouw te blijven aan hun eigen koers, tegen de stroom van nieuwe vormen van marketing, *fundraising* etc.

(4) Groei en institutionalisering maken taken en functies van en binnen organisaties complexer. Dat levert coördinatieproblemen op. De kans op conflicten over de rolverdeling tussen oorspronkelijke en nieuwe geledingen groeit. Dit onderzoek maakt duidelijk dat dit conflict sterk wordt bepaald door de ‘genetische code’, waarmee we de bestaande sociale structuren bedoelen waaruit ngo’s ontstaan en legitimiteit putten. De eerder vermelde mate van homogeniteit is daar een belangrijke component van. Die conflicten kunnen verschillende uitkomsten hebben. Zo is er geen sprake van een eenduidige centralisering noch professionalisering. In functie van de genetische code ontstaan zowel uitgesproken gecentraliseerde, federatieve en hybride organisatietypes. Ook professionalisering – gedefinieerd als de monopolisering van de besluitvorming door professionals – sorteert verschillende effecten op participatie. Zo creëren organisaties als Oxfam-Wereldwinkels en Broederlijk Delen nieuwe relaties met vrijwilligers op basis van een aangepast ‘contract’, terwijl het evenwicht in andere organisaties wel verstoord raakt. Het is belangrijk op te merken dat eerder sprake is van technocratisering dan professionalisering. Niet het professioneel statuut als dusdanig speelt een rol, dan wel de aanwezigheid van gespecialiseerde kennis en vaardigheden.

Als algemeen besluit kan gesteld worden dat het ‘bureaucratisch conservatisme’ geen noodlot is voor sociale bewegingsorganisaties zoals ngo’s. Het werkelijke lot wordt bepaald

3. Om die relaties te analyseren stelden we een typologie, gebaseerd op het werk van Adil Najam. Zie ADIL NAJAM, ‘The Four C’s of Third Sector-Government Relations’, in *Nonprofit Management and Leadership*, 2000, 10, 4, p. 375-396.

door contextuele en structurele dimensies van de organisaties waarbij ngo's een keuze hebben tussen het versterken van participatieve of representatieve functies. Het zoeken van dat evenwicht gaat gepaard met een permanent conflict. Dat conflict biedt kansen aan de organisaties omdat de heersende status quo voortdurend in vraag wordt gesteld. Net dat in vraag stellen is de motor voor organisatorische ontwikkelingen in sociale bewegingen.

HANS VANGRUNDERBEER

Jumping from gymnastics to science? Processes of academic and professional profile keeping within the university field of physical education in Belgium

KU Leuven, Onderzoeksgroep Sport- & Bewegingsbeleid, 2013. Promotor : Pascal Delheye; copromotor : Geert Vanpaemel.

In 1908 werd aan de Rijksuniversiteit in Gent het *Institut supérieur d'Éducation physique* opgericht, zijnde het eerste universitaire instituut ter wereld waar studenten de wetenschappelijke graden van kandidaat, licentiaat én doctor in de lichamelijke opvoeding konden behalen. Vandaag, meer dan honderd jaar na die vroege institutionalisering, voorzien zes Belgische universiteiten in opleiding, onderzoek en dienstverlening binnen het domein van de sport- en bewegingswetenschappen. Zowel op nationaal als internationaal niveau lijkt dat domein merkwaardig genoeg niet over een sterke erkenning en unieke identiteit te beschikken, maar te worden gekarakteriseerd door processen van fragmentatie en uitholling. In dit doctoraatsmanuscript wordt de wijze bestudeerd waarop het domein van de lichamelijke opvoeding, sport- en bewegingswetenschappen door deze universitaire instituten op professioneel en

academisch vlak werd geprofileerd. Essentieel daarbij is de vraag of de veranderende professionele en academische profielen door de universitaire instituten ook werden 'bewaakt'. Slaagden zij erin om hun vooropgestelde profielen ingang te doen vinden binnen het beroepsveld enerzijds en de academische gemeenschap anderzijds? De verworven inzichten uit deze studie betreffende de complexe processen van academische en professionele profielbewaking binnen het domein van de sport- en bewegingswetenschappen dragen bij tot de historiografie van wetenschappelijke disciplinevorming. Daarnaast laat deze studie toe om beleidsmatig georiënteerde conclusies voor het domein van de sport- en bewegingswetenschappen te formuleren vanuit de kennis van het verleden.

De universitaire institutionalisering van lichamelijke opvoeding in 1908 binnen het *Institut supérieur d'Éducation physique* (ISEP), dat werd aangehecht binnen de Faculteit Geneeskunde van de Rijksuniversiteit in Gent, ging gepaard met een wetenschappelijke migratie van geneesheren naar het nieuwe academische specialisme 'lichamelijke opvoeding'. Die geneesheren, genaamd Jules De Nobele en Florent Gommaerts, waren fysiotherapeuten die eerder al naam hadden gemaakt binnen het Institut de Physiothérapie binnen diezelfde Faculteit Geneeskunde, waar Zweedse medische gymnastiek als middel tot curatieve genezing werd aangewend. Hoewel het doorvoeren van wetenschappelijk onderzoek als één van de kerntaken van het ISEP werd vooropgesteld in het Koninklijk Besluit van 30 juni 1908, kwam van de uitbouw van een eigen academisch profiel weinig terecht. De betrokken geneesheren-fysiotherapeuten die dergelijke disci-

plinevorming dienden te bestendigen, bouwden (logischerwijze) voort op hun eerder verworven onderzoeksexpertise binnen het domein fysiotherapie, met inbegrip van mechanotherapie, radiologie en radiografie. Hun publicaties hadden maar een beperkte relevantie voor en impact binnen het domein van de lichamelijke opvoeding, waardoor een eigen *body of knowledge* voor dit nieuwe universitaire specialisme tijdens deze eerste decennia aan het ISEP niet tot ontwikkeling werd gebracht. Ook de praktijkdocenten en -assistenten lieten na om onderzoek met betrekking tot lichamelijke opvoeding door te voeren. Al hun aandacht ging daarentegen uit naar de vorming van universitair geschoolde leerkrachten via de Zweedse pedagogische gymnastiekmethode, maar van bewaking van dat professionele profiel binnen het beroepsveld was in dit stadium nog geen sprake. Onder de betrokken universitaire actoren kwam dus een soort intern schisma tot uiting: de uitbouw van het professionele profiel werd aanzien als verantwoordelijkheid van de praktijkdocenten -en assistenten, terwijl het ontwikkelen van een academisch profiel niet tot hun directe bezorgdheid behoorde en ook niet tot dat van de leidinggevende instituut-professoren, die als geneesheren-fysiotherapeuten focusten op de academische bewaking van 'hun' domein fysiotherapie. Zorg voor de uitbouw en bewaking van een eigen academisch profiel voor lichamelijke opvoeding, laat staan van een professioneel profiel, was hen vreemd. Wisselwerking tussen professionele en academische profielbewaking was dan ook onbestaande tijdens deze periode.

Het gebrek aan profielbewaking, wat destijds wel gedeeltelijk werd gerealiseerd door het *Institut militaire d'Éducation physique*,

leidde ertoe dat het voortbestaan van lichamelijke opvoeding tijdens de jaren 1920 meermaals in vraag werd gesteld binnen de Rijksuniversiteit in Gent. De bevoogding door geneeskunde resulteerde begin jaren 1930 echter tot universitaire remediëring van het academische en professionele profiel voor lichamelijke opvoeding in plaats van universitaire verwijdering ervan. Aan het instituut in Gent en de drie nieuw opgerichte universitaire instituten in Luik, Brussel en Leuven trad een wetenschappelijke migratie op waarbij de twee geneesheren-fysiotherapeuten werden opgevolgd door zeven geneesheren-fysiologen, genaamd Paul Van Uytvanck en Joseph Meulemans (Rijksuniversiteit in Gent), Lucien Brouha en Frans Vandervael (Rijksuniversiteit in Luik), Albert Govaerts en Paul Spehl (ULB) en Pierre-Paul De Nayer (UCL/KUL). De professionele profielverandering van 'leerkracht' naar 'gezondheidsbewaker in onderwijs- en sportsector' ging gepaard met een nieuw academisch profiel, waarbij het domein van de curatieve geneeskunde werd verlaten voor de ontwikkeling en institutionalisering van lichamelijke opvoeding als horende bij het domein van de preventieve geneeskunde/sportgeneeskunde. Zowel het vernieuwde academische als professionele profiel kreeg door dezelfde geneesheren-fysiologen vorm, waardoor het eerder aanwezige interne schisma gedeeltelijk en weliswaar tijdelijk naar de achtergrond verdween. De uitbouw van een eigen academische en professionele identiteit werd niet bewerkstelligd waardoor begin jaren 1940 opnieuw het opleiden van leerkrachten als beroepsfinaliteit naar voren werd geschoven. Via het medium van de Zweedse gymnastiekmethode en het afleveren van universitair gediplomeerde leerkrachten en rijksinspecteurs voor het beroepsveld

slaagden de rijksinstituten erin om tot eind jaren 1960 aan pedagogische profielbewaking te doen.

Tijdens de laatste decennia van de twintigste eeuw waren zowel het professionele als academische profiel voor lichamelijke opvoeding sterk aan verandering en diversificatie onderhevig. Het traditionele pedagogische profiel werd inhoudelijk bijgestuurd, waarbij sportpractica in de plaats van de Zweedse gymnastiek kwamen en het professionele profiel werd uitgebreid naar het vormen van sporttrainers, fitnessinstructeurs, sportmanagers, outdoor-monitoren, begeleiders van aangepaste bewegings- en sportactiviteiten en bewegingscoaches. De diversificatie inzake professionele profilering heeft aan de universitaire instituten niet geleid tot professionele profielbewaking aangezien de professionele identiteit van deze professionals in het werkveld niet samenviel met de universitair beoogde profilering en ook het beantwoorden aan dergelijk universitair professioneel profiel niet noodzakelijk was voor het uitoefenen van dergelijke beroepen. Naast het professionele profiel was ook het academische profiel voor lichamelijke opvoeding tijdens deze recente periode aan verandering en diversificatie onderhevig. Vanaf de jaren 1970 werden geleidelijk aan nieuwe sportwetenschappelijke onderzoekslijnen in het leven geroepen, zoals biomechanica, kinantropometrie, motorisch(e) leren/controlle, trainingsleer, sportsociologie, etc. Deze interne 'wissel van de wacht' en diversificatie van het academische profiel voor lichamelijke opvoeding tijdens de laatste decennia van de twintigste eeuw leidde echter niet tot een sterke academische identiteit voor het vakgebied lichamelijke opvoeding/bewegingswetenschappen op Bel-

gische bodem. Zo ontbreekt het momenteel nog steeds aan een interne consistentie inzake het academische profiel op intra- en interuniversitair vlak, wat zich weerspiegelde in een voortdurende bijstelling van structuren (faculteiten, departementen, afdelingen en onderzoeksgroepen) en disciplinaire naamgeving van het vakgebied (lichamelijke opvoeding, kinantropologie, sportwetenschappen), kinesiologie, bewegingswetenschappen, gezondheidswetenschap(en), *science(s) de la motricité, éducation physique*, etc.). Bovendien zijn de universitaire instituten er noch in geslaagd om een eigen wetenschappelijk actieveld af te bakenen, noch om eigen doelstellingen toe te eigenen die niet door andere universitaire profielbewakers worden betwist. De uitkristallisering van verschillende nieuwe onderzoekslijnen binnen het domein van de bewegingswetenschappen tijdens de laatste decennia, heeft er weliswaar toe geleid dat nieuwe docenten deels vanuit de pool van afgestudeerden van de eigen instituten werden gerekruteerd, maar een gedeelde 'body of knowledge' werd daarbij niet bewerkstelligd. Integendeel, het toegenomen belang van en inzet voor academische profielbewaking heeft geleid tot fragmentatie, waarbij het domein van de bewegingswetenschappen niet transdisciplinair, maar multidisciplinair tot ontwikkeling werd gebracht. Indien het domein van de bewegingswetenschappen zichzelf universitair wenst te handhaven, lijkt het essentieel om zowel in te zetten op professionele als academische profielbewaking, waarbij de afbakening van een eigen maatschappelijk en wetenschappelijk actieveld het domein in staat moet stellen om zichzelf te financieren en dus legitimeren.

FREDERIK VERLEDEN

De ‘vertegenwoordigers van de Natie’ in partijdienst. De verhouding tussen de Belgische politieke partijen en hun parlementsleden (1918-1970)

KU Leuven, Faculteit Sociale Wetenschappen, 2013.

Promotor : Emmanuel Gerard.

België anno 2013 als een participatie bestempelen is een open deur intrappen onder politicologen en andere waarnemers van het politieke gebeuren. In één beweging wordt daar doorgaans aan toegevoegd dat het parlement hierdoor veel aanzien heeft verloren. De participatie wordt immers mogelijk gemaakt door de macht die de partijen hebben over hun mandatarissen: een parlements lid volgt gedwee de opdrachten van zijn partij en ondergraaft zo de rol van het parlement. Meestal wordt daar nog aan toegevoegd, minstens impliciet : “en vroeger was het anders (en dus beter)”. Over het bestaan en de kenmerken van de Belgische participatie mag er dan geen twijfel bestaan, er is veel minder onderzoek, laat staan eensgezindheid, over het hoe, het waarom en het wanneer van die overmacht van de partijen in het politieke systeem.

De vraag naar de verhouding tussen politieke partijen en hun parlementsleden is tegelijk de vraag naar hoe de parlementaire representatie wordt ingevuld. Genieten de parlementsleden een vrij parlementair mandaat, waarbij ze enkel hun geweten volgen? Zijn het integendeel mandatarissen, gebonden aan het programma en de instructies van de partij (die hun verkiezing heeft mogelijk gemaakt)? Maurice Duverger heeft met zijn werk *Les partis politiques* uit 1951 het klassiek geworden onderscheid beschreven tussen de kader- en de massapartij. Het

ideaaltype van de organisatorisch zwak uitgebouwde kaderpartij beantwoordt aan de partijen uit de 19^{de}-eeuwse cijnskiesrecht, die in dienst stonden van de herverkiezing van de gekozenen. Met de komst van de massapartij (de buiten het parlement ontstane socialistische partijen) worden de rollen omgekeerd: de parlementsleden worden de dienaars van het partijprogramma. De vraag is of dit theoretische onderscheid ook in de realiteit terug te vinden is.

Doorheen het onderzoek hebben de volgende vragen als leidraad gediend :

1. In welke mate wordt de verhouding tussen partijen en hun parlementsleden geformaliseerd in partijstatuten of fractiereglementen?
2. In welke mate en hoe hebben de partijen greep op wie er namens hen in het parlement verkozen wordt?
3. Wordt de parlementsleden door hun partij gevraagd over hun politieke lijn verantwoording af te leggen?
4. Zijn er instanties die namens de partij de mandatarissen gaan opvolgen en eventueel zelfs sanctioneren bij dissident gedrag?

Het onderzoek spitst zich met andere woorden toe op de evolutie van partijstructuren. De moeilijkheid daarbij is de noodzaak om zowel de langere termijn onder ogen te zien, als de scharniermomenten meer in detail te analyseren. Het volstaat immers niet om zich tot die scharniermomenten te beperken. Een statutenwijziging kan een partij op papier ingrijpend veranderen, maar wat zegt dat over de reële impact? In een geïnstitutionaliseerde organisatie – grofweg gezegd een organisatie met een zekere geschiedenis – is vernieuwing soms pas op langere termijn zichtbaar. Er

is geopteerd om de onderzoeksperiode af te bakenen tussen 1918 en 1970. Dit komt overeen met de periode van de coalitieregering – behoudens de legislatuur 1950-1954 haalt geen enkele partij nog een absolute meerderheid in Kamer en Senaat – in het nog unitaire België. Partijarchieven vormen vanzelfsprekend de belangrijkste archieffondsen, naast de papieren van individuele politici, hoofdzakelijk uit het algemeen rijksarchief en de kleurarchieven (Kadoc, Amsab en Liberaal Archief).

Het archiefonderzoek naar de partijstructuren is vervolgens aangevuld met viermomentopnames die op een ander niveau kunnen worden onderzocht. Voor de jaren 1918-1921, 1936-1939, 1944-1949 en 1961-1965 is het archiefonderzoek aangevuld met een personerzoek en een kwantitatieve benadering van de partijdiscipline in de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de hand van de naamstemmingen in de parlementaire handelingen (in totaal gaat het om 2 481 onderzochte stemmingen). De dissidenties bij naamstemmingen vertellen niet het volledige verhaal over de partijtucht want enkel de *zichtbare* dissidentie komt daarbij in beeld. Toch loont een onderzoek naar de stemmingen de moeite, het blijft immers een van de beste meetbare indicatoren voor de partijcohesie, zeker wanneer die op meerdere tijdstippen met elkaar vergeleken kan worden en er patronen doorheen de tijd duidelijk worden.

In het proefschrift is een apart hoofdstuk gewijd aan de rol die de partijen (fracties) te spelen hebben in de interne werking van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Fracties zijn evengoed een orgaan van de Kamer

geworden als een facet van de partijorganisatie. De rol die de fracties in de werking van de Kamer vervullen is echter lange tijd officieus gebleven. Uit respect voor de 19^{de}-eeuwse tradities maakt het reglement tot 1962 geen melding van de fracties. Onderzoek naar de wetgevende praktijk in de Kamer leert echter dat de officieuze fracties dan al decennia de spil van de assemblee zijn. En hoe de belangrijker de fracties in de parlementaire praktijk worden, hoe meer mogelijkheden partijen hebben om dissidente fractieleden te sanctioneren.

In vier hoofdstukken wordt vervolgens de evolutie van de partijstructuren van de drie ‘traditionele’ Belgische formaties (katholieken, liberalen en socialisten) tussen 1918 en 1970 geanalyseerd, met aan het einde van ieder hoofdstuk telkens een *case study* over de parlementaire cohesie aan de hand van naamstemmingen. Rode draad doorheen de hoofdstukken is hoe effectief de gekozenen van vrije vertegenwoordigers van de gehele Natie partijfunctionarissen geworden zijn. Wel zijn er tot de jaren 1960 nog stemmen te horen, vaak met de Belgische Grondwet als argument, dat de leden van Kamer en Senaat louter de Natie vertegenwoordigen, maar dit is een achterhoedegevecht.

Het interbellum vormt in die evolutie een cruciale overgangperiode. Cruciaal, omdat de nieuwe praktijk van de coalitieregering mechanismen in gang zet die de partijen nopen hun gekozenen nauwer op te volgen. Tegelijk is de tussenoerlog een overgangperiode omdat de partijen dan met sterke tegenkrachten af te rekenen hebben. De monarchie wil haar greep op de regeringsvorming niet lossen. Bovendien leidt

een coalitieregering tot compromisvorming in de schoot van de regering. De partij, die het partijprogramma als leidraad heeft, riskeert dan lijnrecht tegenover de eigen ministers te staan, met de fractie als een soort van scheidsrechter. De oplossing die de partijen hiervoor na de Tweede Wereldoorlog bedenken, is een permanent partijvoorzitterschap, dat continu controle kan uitoefenen over de politieke lijn van de mandatarissen.

De evolutie naar een aan de partij ondergeschikte rol voor de parlementsleden verloopt, naargelang de partij, aan verschillende snelheden, met een breuklijn die dwars door de katholieke partij loopt. Conservatieve katholieken en liberalen houden tot de Tweede Wereldoorlog vast aan een referentiekader uit een vorige eeuw: partij en fractie opereren in feite los van elkaar. De BWP pretendeert van meet af aan haar fractie ondergeschikt te maken aan het partijcongres, een houding die het ACW begin jaren 1920 overneemt. Het archief- en persononderzoek toont echter aan dat het *particristische* karakter dat de vooroorlogse BWP door tijdgenoten wordt aangewreven, met een grote korrel zout te nemen is. Even vaak zijn het de mandatarissen die de partij op sleeptouw nemen als andersom. De doorbraak van de massapartij als dominant model vindt in feite pas na de Tweede Wereldoorlog plaats, met de oprichting van de CVP (1945) en de PVV (1961). Zelfs in de BSP is het wachten tot het partijvoorzitterschap van Max Buset (1945-1959) eer de partij echt voorrang krijgt over de fracties en de socialistische ministers.

Welke mechanismen werden toegepast om de controle over de mandatarissen uit

te bouwen? De referenties aan partij- en fractiediscipline zijn doorheen de tijd steeds explicieter geworden in de statuten, maar dit is vooral een papieren realiteit. Periodieke rapportering aan het partijcongres of een studiedienst die het parlementaire werk inhoudelijk gaat sturen, zijn er evenmin in geslaagd de autonomie van de fractie fundamenteel te wijzigen. Het is bovendien pas in de jaren 1960 dat de nationale partij sterker gaat wegen op de kandidatenselectie. Tot dan is de lijstvorming het voorrecht van de lokale partijgeledingen en is het slechts bij uitzondering dat een uittredend parlements lid geen herverkiezing gegund wordt bij de lijstopmaak. Het is vooral het ontstaan van haast permanent zetelende partijbureaus en permanente partijvoorzitters geweest die de beslissingsmacht van de fractie (en de ministers) naar de partij heeft verlegd.

De partijcohesie bij naamstemmingen is de trendmatige toename van het partijoverwicht gevolgd. Uit het onderzoek zijn wel enkele verrassingen gebleken : kampioen van de fractietucht in het interbellum blijkt niet de BWP, maar het ACW te zijn. De socialistische fractietucht brokkelt zelfs steevast af eens de partij enige tijd tot de regeringsmeerderheid behoort. De liberale fractie blijkt dan weer, in een partij die geen stemtucht oplegt, tot een relatief hoge mate van zelfdiscipline in staat te zijn. Eenheid in de Rechterzijde, de katholieke fractie, is tot de Tweede Wereldoorlog eerder uitzondering dan regel. Het is wachten tot de oprichting van de CVP voor daar verandering in komt. Tot slot hebben alle partijen het steeds moeilijk gehad om communautaire spanningen in hun fractie in bedwang te houden, zowel voor als na de Tweede Wereldoorlog. En

de pogingen om die spanningen onder controle te houden, onder meer met effectieve sancties voor dissidente geluiden in de jaren 1960, hebben de ontbinding van de nationale partijen eerder versneld dan tegengegaan.